

RAPPORT ANNUEL

2021-2022



TABLE DES MATIÈRES

2	Message du président
4	Message de la directrice générale
6	Conseil d'administration de l'Agence 2021-22
8	Aperçu du marché et de l'industrie
14	Aperçu de l'Agence
20	Développement et promotion des marchés
24	Recherche
28	Mobilisation du public et des intervenants
32	Investissements provinciaux
44	États financiers



Le prélèvement canadien sur les bovins de boucherie est géré et administré par l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie, qui agit à titre d'Agence canadienne de prélèvement sur le bœuf (l'Agence).

Le prélèvement national sur les bovins de boucherie est un prélèvement obligatoire perçu sur les ventes de bovins partout au Canada pour financer les activités de recherche et de commercialisation au nom de l'ensemble de l'industrie. Il est perçu auprès des producteurs de bovins par les organismes provinciaux lorsqu'ils commercialisent leurs bovins, au moyen de leurs systèmes de collecte existants qui font appel aux marchés aux enchères, aux acheteurs de commandes, aux inspecteurs de marque et à d'autres personnes qui s'occupent de la vente de bovins.

L'objectif du prélèvement national sur les bovins de boucherie est double : accroître les ventes intérieures et d'exportation de bœuf et trouver de meilleures méthodes de production du bœuf et de bovins de boucherie. Le prélèvement national sur les bovins de boucherie est une source essentielle de revenus pour financer des initiatives qui font progresser l'industrie et créent des marchés solides pour les bovins et le bœuf canadiens.

En collaborant avec des fournisseurs de services, l'Agence s'assure que les fonds prélevés sont investis dans des programmes de recherche, de développement des marchés et de promotion qui offrent une valeur mesurable aux producteurs canadiens.

L'Agence perçoit également une redevance à l'importation sur les bovins, le bœuf et les produits du bœuf. Les recettes provenant des redevances à l'importation sont investies dans des programmes de bœuf générique qui ne portent pas la marque du bœuf canadien, comme les compétences culinaires et la santé et le bien-être.

Le présent rapport annuel 2021-22 de l'Agence présente un résumé des programmes et des résultats des activités financées par le prélèvement national sur les bovins de boucherie entre le 1^{er} avril 2021 et le 31 mars 2022.



MESSAGE DU PRÉSIDENT



Chad Ross,
producteur de bœuf, Saskatchewan

En 2019, lorsque je suis devenu président de l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf, les choses semblaient un peu différentes. J'ai été élu lors de la Conférence de l'industrie canadienne du bœuf à Calgary, à laquelle plus de 500 personnes étaient présentes. Nous nous réunissions tous ensemble, nous nous serrions la main, nous posions des questions à nos amis des autres provinces au sujet de leurs pâturages d'été, nous discutons des prix du marché et nous étions assis côte à côte pour échanger des idées sur la façon de faire croître notre industrie.

Nous sommes maintenant en 2022, et je termine ma troisième et dernière année à titre de président de l'Agence. Nous arrivons à notre première AGA en personne en trois ans, et bon nombre d'entre nous n'ont pas assisté à une réunion en personne avec plus d'une poignée d'amis proches ou de collègues dans le même laps de temps. Nous avons participé à d'innombrables réunions sur Zoom et webinaires en direct, partagé notre écran des centaines de fois et manqué les poignées de main et le café avec les éleveurs et éleveuses de bétail des autres provinces.

Bien que la façon dont nous avons fait affaire pendant quelques années ait changé, une chose est demeurée constante : l'engagement de l'Agence à fournir une valeur mesurable aux producteurs de bœuf et de veau canadiens d'un océan à l'autre. Les membres de l'Agence continuent de montrer qu'ils sont ici pour se mettre au travail et s'engager pleinement dans la gestion de l'Agence d'une manière qui offre la plus grande valeur à notre industrie.

L'an dernier, nous avons pu nous concentrer uniquement sur l'administration des prélèvements nationaux et des prélèvements à l'importation. Les nouveaux règlements que nous avons mis en place peu après l'AGA de l'an dernier nous ont permis de nous concentrer davantage sur la mission de l'Agence et de montrer que nous sommes en bonne posture du point de vue de la gouvernance et de la structure.

Nos fournisseurs de services chez Bœuf Canada, au Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB) et à Mobilisation du public et des intervenants (MPI) continuent de faire de l'excellent travail au nom de l'industrie. Bœuf Canada a mis en œuvre un cadre provincial d'alliance de commercialisation qui a été élaboré pour mieux collaborer dans l'ensemble de l'industrie, particulièrement avec les provinces qui ont leurs propres programmes de commercialisation. Le CRBB continue de financer la recherche qui a une incidence directe sur le résultat net des producteurs de bœuf au Canada et a mené 18 projets de recherche, de vulgarisation et de coordination scientifique dans le cadre de la grappe scientifique du bœuf l'an dernier. L'équipe de MPI continue de montrer de la valeur dans la mobilisation du public, avec des projets incroyablement réussis comme les Gardiens des prairies et le plus récent court documentaire, Too Close to Home, qui met l'accent sur la façon dont la production bovine peut aider à atténuer les préoccupations environnementales comme les feux de forêt.

L'Agence a également mené un autre examen quinquennal de la valeur des investissements en prélèvements nationaux et en prélèvements à l'importation, et nous sommes heureux de constater que notre industrie en tire de bons rendements. Avec une nouvelle méthodologie en place qui permettra la croissance et la flexibilité alors que nos fournisseurs de services continuent d'investir dans de nouvelles priorités, l'étude a montré un ratio avantages-coûts (RAC) global de 33:1 pour l'industrie. Bien que la nouvelle méthodologie ne permette pas de simples comparaisons entre les RAC et les études antérieures, nous sommes convaincus que l'étude tient compte des méthodes de mesure de la valeur les plus récentes. En fournissant des mesures continues pour notre industrie, l'Agence continue de montrer la valeur des investissements en prélèvements nationaux et en prélèvements à l'importation aujourd'hui, et alors que nous continuons d'administrer les prélèvements au nom de notre industrie.

Une autre chose que j'aimerais souligner à propos de la dernière année est le travail que l'Agence a fait pour réduire les recettes administratives perçues par l'Agence. Nous avons travaillé fort pour devenir plus efficaces pendant la pandémie, et nous venons de réduire notre administration de 5 % à 4,5 %. Cela signifie qu'une plus grande partie des prélèvements servira à la recherche, au développement des marchés et à la promotion au nom des producteurs de bœuf et de veau du Canada. Nous sommes fiers de cette réalisation – notre objectif est d'offrir le plus de valeur possible à notre industrie grâce à l'investissement dans les programmes, et je peux affirmer avec confiance que nous faisons bien les choses pour les producteurs de ce pays.

J'aimerais également prendre un moment pour saluer le personnel de l'Agence. Melinda, Tayla et Emily ont continué de faire de l'excellent travail pour notre industrie. J'apprécie également tout ce qu'ils ont fait pour m'aider dans mes trois années à la présidence. Ça a été un sacré voyage, et je suis si heureux d'avoir une équipe solide derrière moi.

Enfin, je tiens à remercier chacun d'entre vous qui fait partie de l'industrie canadienne du bœuf et du veau. Les trois dernières années ont été difficiles – surtout au cours de la dernière année – alors que nous faisons face à une pandémie, à une fluctuation des prix, à des conditions météorologiques moins qu'idéales et à d'autres choses que nous ne pouvons tout simplement pas contrôler. Il est incroyablement encourageant de voir comment notre industrie se rassemble pour célébrer nos réalisations et, surtout, pour travailler ensemble à relever les défis. La passion et le dévouement dont nous faisons tous preuve à l'égard de notre industrie sont sans pareils. Je constate la même passion pour ce que nous faisons aux marques de pâturage qu'aux réunions nationales de l'industrie, et partout entre les deux. Nous sommes résilients et forts. Je ne saurais être plus fier de représenter une industrie aussi incroyable depuis trois ans, et je suis impatient de voir ce que nous ferons ensuite.

Même si c'est la fin de mon mandat à titre de président de l'Agence, je continuerai de représenter les producteurs de bœuf et de veau canadiens ici, à l'Agence, ainsi que chez nous, en Saskatchewan. Je continuerai d'être un ardent défenseur des prélèvements nationaux et des prélèvements à l'importation, et je suis encouragé par la prochaine génération de producteurs de bœuf et de veau au Canada. Nous sommes entre de bonnes mains.

Merci pour l'expérience, Canada.



Chad Ross
Président

MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE



Melinda German

Depuis le jour où nous avons mis en œuvre notre énoncé de mission d'offrir une « gestion transparente et prudente » de la retenue, cela a été la partie la plus importante de ce que nous faisons.

Il y a cinq ans, nous avons restructuré la gouvernance de l'Agence afin de mieux l'harmoniser avec les besoins uniques de nos groupes d'intervenants et d'accroître la séparation et la transparence de l'Agence par rapport à l'organe de commercialisation de l'organisation. Le changement de structure s'est avéré répondre à ces besoins uniques, et nos processus de gouvernance ont été renforcés pour permettre à l'Agence et à notre Comité de marketing de fonctionner séparément, tout en travaillant ensemble de façon très positive.

“ Nous continuons de travailler en collaboration avec nos partenaires provinciaux et nos fournisseurs de services nationaux pour faire connaître la valeur des prélèvements à l'échelle du pays.

Dans le même ordre d'idées, nous sommes déterminés à continuer de veiller à maintenir un système de gouvernance solide et fonctionnel à l'Agence et au sein de nos comités. Nous avons commencé un examen de nos systèmes mis en place pour assurer la transparence avec notre Comité de marketing, et leur permettre de superviser le développement des marchés et le travail de promotion effectué par Bœuf Canada sans difficultés ou obstacles qui accompagnent parfois les processus de gouvernance. L'examen de la structure ne se fait pas parce que nous voyons des obstacles à l'heure actuelle, mais plutôt pour nous assurer d'être en avance sur eux et de faire de notre mieux pour être proactifs plutôt que réactifs si des défis se présentent.

Étant donné que les aspects de gouvernance de l'Agence suivent leur cours comme nous le jugeons bon, cela a permis à l'Agence de se concentrer sur l'administration. Nous avons été en mesure d'ajouter à notre portefeuille l'administration du prélèvement à l'importation du porc, ce qui représente une nouvelle source de revenus pour l'Agence. Étant donné que le système était déjà en place pour le bœuf et que nous avons déjà noué de nombreuses relations avec les personnes chargées de l'administration des prélèvements à l'importation, l'administration supplémentaire du porc allait de soi pour nous qui voulions partager nos compétences et nos connaissances avec une autre organisation agricole ayant des objectifs similaires.

Notre programme de vérification et d'inspection nous permet également de partager nos compétences et nos connaissances. L'an dernier, nous avons formé deux nouveaux inspecteurs pour nous aider à atteindre nos objectifs de sensibilisation et de communication directe avec les expéditeurs de fonds au sujet du cadre de conformité des prélèvements. Notre objectif, d'abord et avant tout, est de travailler avec les associations provinciales et leurs payeurs pour comprendre les processus et les procédures de perception des prélèvements. Cela signifie souvent des vérifications amicales et beaucoup de soutien pour aider ceux qui en ont besoin pour se mettre sur la bonne voie.

Nos travaux visant à améliorer la perception des prélèvements à l'importation de bœuf se poursuivent également. Nous avons observé une croissance considérable du respect des prélèvements à l'importation au cours des dernières années, et nous continuons de trouver des façons de collaborer davantage avec nos partenaires d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) sur les processus et les procédures. La valeur du prélèvement à l'importation continue de croître, ce qui signifie que nous devons toujours surveiller de près les versements et la conformité. Avec l'ajout de nos nouveaux inspecteurs, nous avons un soutien supplémentaire dans les secteurs où la collecte pourrait être un problème.

Nous continuons de travailler en collaboration avec nos partenaires provinciaux et nos fournisseurs de services nationaux pour faire

connaître la valeur des prélèvements à l'échelle du pays. La récente étude mesurant le rapport avantages-coûts des investissements de l'industrie dans les prélèvements et les prélèvements à l'importation montre un rendement élevé de 33:1, avec la nouvelle méthodologie. Cela souligne les investissements judicieux faits par Bœuf Canada, le Conseil de recherches sur les bovins de boucherie (CCRB) et l'équipe de mobilisation du public et des intervenants (ESP) au nom des producteurs de bœuf et des importateurs canadiens. L'Agence s'est engagée à offrir une valeur mesurable à l'industrie, et le renouvellement de ces études tous les cinq ans constitue un outil que nous pouvons utiliser pour quantifier les avantages à l'échelle du pays.

Je tiens à prendre une minute pour remercier les membres de l'Agence qui sont demeurés mobilisés au moyen de conférences téléphoniques et de vidéoconférences, de votes par courriel et d'horaires de travail à distance pendant la pandémie. Bien qu'il ait été difficile de s'y habituer, je peux affirmer avec confiance que notre conseil est demeuré engagé au travail de l'Agence, même si le processus semble un peu différent de ce qu'il était dans le passé.

Je me réjouis à l'idée de vraiment plonger dans les nouveaux objectifs quinquennaux qui permettront à l'Agence de sortir de l'ère de la pandémie et de poursuivre ses activités en 2027. Les nouveaux objectifs mettent l'accent sur la durabilité de l'Agence en ce qui a trait à la planification de la relève, mettre en évidence la valeur des investissements dans les prélèvements nationaux et les prélèvements à l'importation, et travailler à la mise en œuvre d'un système unifié de prélèvements et d'importations. Le plan s'appuie graduellement sur les réussites des années précédentes, et je crois que les producteurs de bœuf et de veau du Canada peuvent être fiers du plan que leurs représentants de l'Agence ont élaboré.

L'industrie canadienne du bœuf continue de montrer de la force et de la détermination alors que nous sortons de trois années où nous faisons les choses différemment de ce que nous n'avons jamais fait auparavant. Grâce à cela, nous avons appris à être plus flexibles et plus efficaces, deux leçons que nous allons suivre avec nous à l'avenir.

Nous continuerons d'offrir une valeur mesurable à notre industrie et de travailler fort pour ceux qui nous font confiance pour faire la bonne chose en leur nom.



Melinda German
Directrice générale



CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE 2021-22

Le conseil d'administration de l'Agence est composé de 16 membres provenant de partout au Canada. Dix sièges sont attribués aux producteurs proposés par leurs associations provinciales d'éleveurs de bovins, et six sont des représentants du Conseil des viandes du Canada, des importateurs, des détaillants et des exploitants de services alimentaires. Ces six représentants sont nommés par leurs organisations respectives ou par les délégués à l'assemblée générale annuelle.

Le Conseil travaille à la fois dans son ensemble et par l'entremise de comités consultatifs et opérationnels ciblés pour s'acquitter de son mandat. Le Comité de gouvernance et le Comité des finances fonctionnent comme des comités consultatifs et sont composés uniquement de membres de l'Agence. Le seul comité opérationnel, le Comité de marketing, est constitué par une nomination des membres de l'Agence et une élection des producteurs et des membres à titre personnel. Le Comité du marketing est responsable de la surveillance de Bœuf Canada, l'organisme chargé d'investir des fonds de contribution dans le développement et la promotion des marchés. Les membres de ce comité sont nommés et élus parmi les meilleurs dans le domaine du bœuf et de la commercialisation, ce qui garantit que l'industrie canadienne du bœuf reçoit une forte valeur de son investissement en commercialisation grâce aux prélèvements.

Conseil d'administration de l'Agence 2021-22



Président – Chad Ross,
Saskatchewan



Vice-président – Jeff Smith,
Alberta



Terry Wiebe,
Colombie-Britannique



Sheila Hillmer,
Alberta



Mary Paziuk,
Manitoba



Jack Chaffe,
Ontario



Kirk Jackson,
Québec



Trevor Welch,
Nouveau-Brunswick



Larry Weatherby,
Nouvelle-Écosse



David Francis,
Île-du-Prince-Édouard



Coral Manastersky,
A.C.I.E. Canada



Russ Mallard,
Conseil des viandes du Canada



Mike Kennedy,
Conseil des viandes du Canada



Andre Forget,
Conseil des viandes du Canada



John Curtis,
Conseil des viandes du Canada



Stephen Christie,
Secteur de la vente au détail et
des services alimentaires



APERÇU DU MARCHÉ ET DE L'INDUSTRIE

Préparé par Services de recherche Canfax

Hausse des prix des bovins et des coûts des aliments depuis 2020

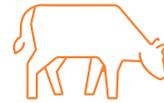
En 2021, les marchés du bétail ont été touchés par la sécheresse, la hausse des coûts des aliments du bétail, la diminution des stocks de bovins et la forte demande internationale de bœuf. Les marchés de bovins engraisés se sont renforcés depuis 2020, mais les marges ont été comprimées, car les intrants ont grimpé plus rapidement. En 2021, le prix du bouvillon engraisé de l'Alberta à 156 \$/quintal était le plus élevé depuis 2015, soit une hausse de 17,50 \$/quintal par rapport à 2020. Le prix des bouvillons engraisés de l'Ontario, à 154 \$/quintal, a augmenté de 8,76 \$/quintal par rapport à 2020. Les prix des bovins engraisés en Ontario étaient inférieurs à ceux de l'Alberta pour le premier semestre de 2021, mais sont passés à une prime au deuxième semestre.

Le marché de bovins d'engraissement a été confronté à des vents contraires en raison de la vigueur du dollar canadien, des coûts élevés des aliments pour animaux et des pertes continues des parcs d'engraissement, mais les prix sont demeurés relativement stables, la moyenne quinquennale étant soutenue par un solide conseil des marchés à terme. En 2021, le prix du bouvillon de 850 livres de l'Alberta était de 185 \$/quintal, en hausse de 6 \$/quintal par rapport à 2020 et de 1,58 \$/quintal par rapport à la moyenne quinquennale. Le prix du bouvillon

de 850 livres de l'Ontario à 185 \$ le quintal a augmenté de 2 \$ le quintal par rapport à 2020 et de 0,57 \$ le quintal par rapport à la moyenne quinquennale. Les parcs d'engraissement ont commencé à se remplir au début d'août, avec des volumes d'enchères plus élevés, ce qui a maintenu les prix des veaux sous pression à mesure que l'impact de la sécheresse se faisait sentir. Le prix moyen du bouvillon de 550 livres de l'Alberta était de 224 \$/quintal en 2021, soit environ 3 \$/quintal de plus qu'en 2020 et la moyenne quinquennale. Le prix du bouvillon de 550 livres en Ontario était de 218 \$/quintal en 2021, soit 2,31 \$/quintal de moins qu'en 2020, mais en hausse de 4,80 \$/quintal par rapport à la moyenne quinquennale. La base des bovins d'engraissement s'est affaiblie au deuxième semestre de 2021, ce qui a encouragé d'importantes exportations de ceux-ci vers les États-Unis d'août à décembre.

La production de bœuf a augmenté à mesure que les stocks de bovins diminuaient

La production de bœuf (au Canada plus les exportations d'animaux d'abattage vivants) a augmenté de 3,8 % en 2021 par rapport à 2020 pour s'établir à 3,53 milliards de livres. L'abattage des bovins a été vigoureux avec un taux d'utilisation de 94 %, le plus élevé jamais enregistré (depuis 2004). L'utilisation a dépassé 100 % en 14 semaines sur 52. La production intérieure a augmenté de 5,6 % pour atteindre 3 milliards de livres, soit la production nationale la plus élevée depuis 2005. Les exportations d'animaux d'abattage vivants ont diminué de 8,5 % pour s'établir à 400 millions de livres. La production de bovins engraisés a augmenté de 3,9 % et la production de bovins non-engraissés, de 3,4 %. Le poids moyen des carcasses de bouvillons canadiens était de 920 livres, soit trois livres de plus qu'en 2020 et le plus élevé jamais enregistré.



156 \$/q

prix des bouvillons engraisés de l'Alberta en 2021

↑ 5,6%

augmentation de la production intérieure

3,53 G \$

production annuelle totale de bœuf canadien

224 \$/q

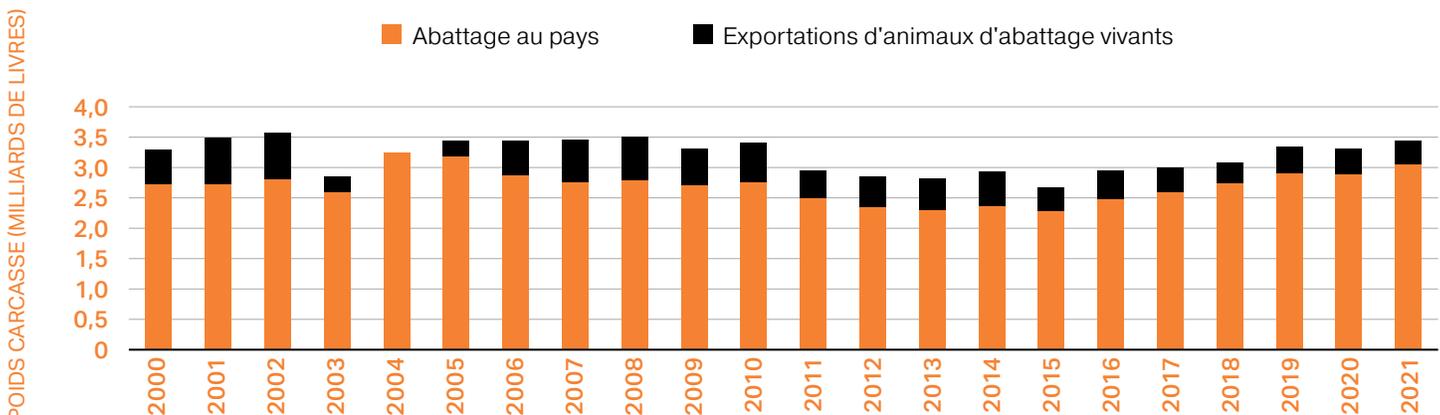
prix du bouvillon de 550 livres en Alberta en 2021

11,1 millions

total des stocks de vaches et de veaux

PRODUCTION CANADIENNE DE BŒUF

Source: Canfax Research





919 720 tonnes

consommation totale de bœuf canadien en 2021

4,45 milliards \$

valeur totale des exportations canadiennes de bœuf et de veau

1,42 milliards \$

valeur totale des importations canadiennes de bœuf

Le 1^{er} janvier 2021, les stocks totaux de bovins et de veaux étaient en baisse de 0,5 % pour atteindre 11,1 millions de têtes, soit un quart (25,7 %) de moins que le sommet atteint en 2005. Les stocks de vaches de boucherie ont diminué de 1 % pour atteindre 3,5 millions de têtes, le plus petit nombre depuis 1990. Cependant, les données du Recensement de l'agriculture de 2021 indiquent que le nombre de vaches de boucherie pourrait être corrigé pour atteindre 3,78 millions de têtes en 2021, le nombre le plus élevé depuis 2014, alors nous attendrons les révisions de Statistique Canada. Les génisses de remplacement de boucherie ont diminué de 4 % pour atteindre 517 300 têtes, ce qui compense l'augmentation de 4,1 % des génisses de remplacement de boucherie en 2020. Le nombre total de femelles reproductrices de boucherie a diminué de 1,3 % pour atteindre 4 millions de têtes. Le taux de réforme des vaches de boucherie est passé de 11,4 % en 2020 à 13 % en 2021, l'abattage des vaches ayant rebondi alors que la sécheresse a affecté la disponibilité des aliments d'hiver et que les conditions de pâturage se sont détériorées.

La demande intérieure a faibli mais la demande internationale a bondi

La consommation totale de bœuf canadien en 2021 a diminué de 6,6 % pour s'établir à 919 720 tonnes (poids en carcasse), avec une augmentation des exportations et une diminution des importations. La consommation par habitant a diminué de 7,2 % pour s'établir à 16,9 kg en 2021. Les prix du bœuf étaient plus élevés chaque mois en 2021 qu'en 2020 (sauf en mai et en juin, juin 2020 demeurant le prix le plus élevé jamais enregistré). Les prix déflatés du bœuf au détail ont augmenté de 2,1 % en 2021. Les prix de détail plus élevés, combinés à une consommation par habitant plus faible, ont fait baisser la demande de bœuf au détail de 3 %. Avec 120 sur l'indice de la demande au détail (2000=100), la demande de bœuf en 2021 était toujours historiquement élevée au cours des trois dernières

EXPORTATIONS DE BŒUF EN 2021



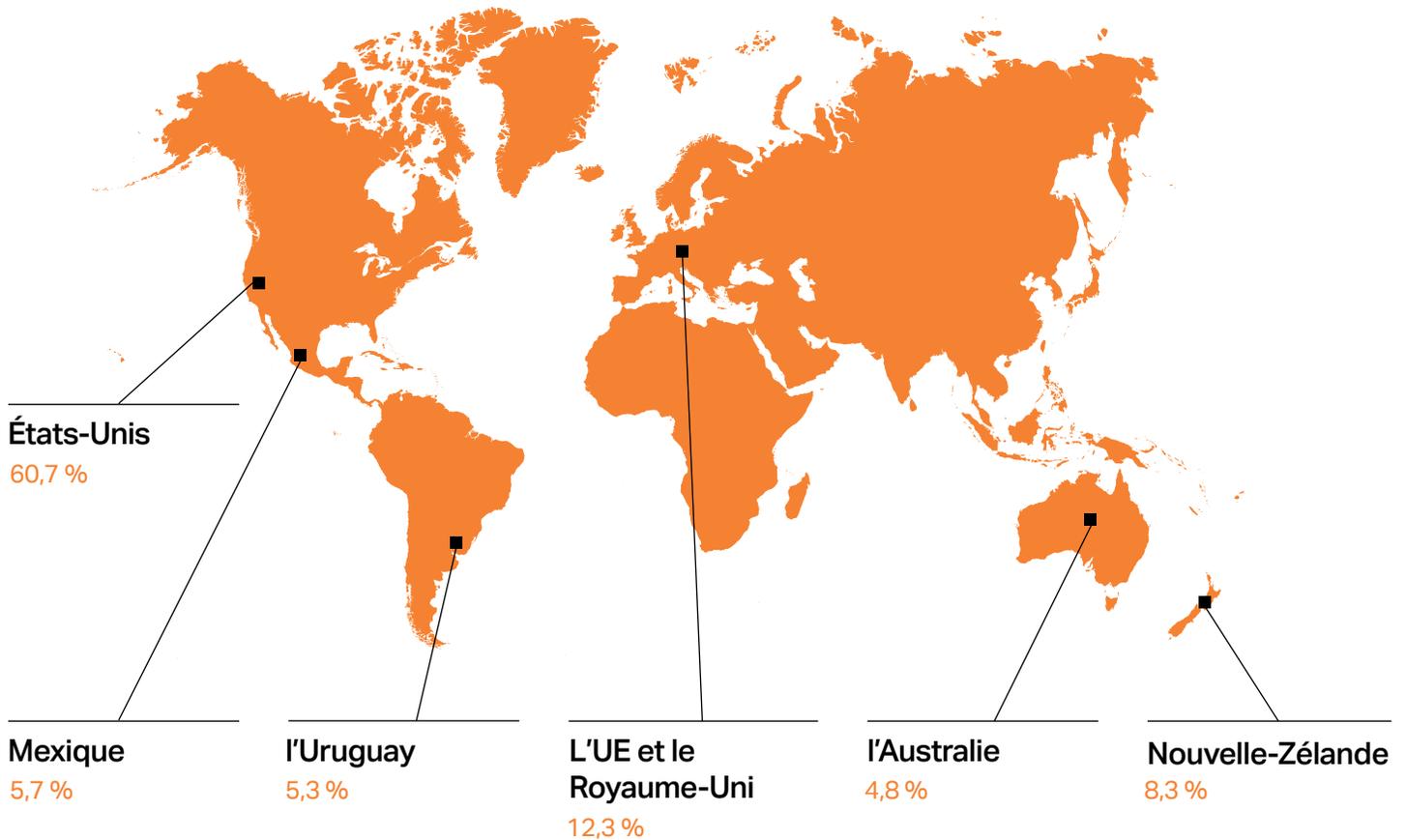
Les États-Unis sont restés le principal marché d'exportation du bœuf canadien, représentant 70 % des exportations totales.

décennies. En 2021, la demande internationale de bœuf a augmenté de 14,5 %, les exportations de bœuf et de veau ayant augmenté de 19 % en volume et de 37 % en valeur à 506 578 tonnes (poids du produit), soit une valeur de 4,45 milliards de dollars. Le prix moyen à l'exportation a bondi de 15 % pour s'établir à 8,79 \$/kg en 2021.

Les États-Unis sont demeurés le principal marché d'exportation du bœuf canadien, représentant 70 % des exportations totales. Le Japon est demeuré le deuxième marché en importance avec 11,5 % des exportations totales, suivi du Mexique (4,6 %), de la Chine (4,0 %) et de l'Asie du Sud-Est (3,5 %). Les exportations vers les

États-Unis ont augmenté de 14 % en volume et de 32,6 % en valeur, pour atteindre 353 953 tonnes évaluées à 3,26 milliards de dollars. Les exportations vers le Japon ont augmenté de 28,8 % en volume et de 43,9 % en valeur, pour atteindre 58 149 tonnes évaluées à 438 millions de dollars. Les exportations vers le Mexique ont augmenté de 54,4 % en volume et de 80,5 % en valeur, pour atteindre 23 396 tonnes à 191 millions de dollars. Les exportations vers la Chine continentale ont augmenté de 92,3 % en volume et de 88,9 % en valeur, pour atteindre 20 045 tonnes à 193 millions de dollars. Les exportations vers l'Asie du Sud-Est (y compris Taïwan)

IMPORTATIONS DE BŒUF 2021



Les États-Unis sont demeurés le principal fournisseur de bœuf importé du Canada, représentant 60,7 % des importations.

ont augmenté de 70,1 % en volume et de 72,5 % en valeur, pour atteindre 17 188 tonnes à 111 millions de dollars. Les exportations vers la Corée du Sud ont augmenté de 90,0 % en volume et de 160,3 % en valeur, pour atteindre 12 888 tonnes à 117 millions de dollars. Les exportations vers l'Union européenne (UE) (à l'exclusion du Royaume-Uni) ont augmenté de 61,4 % en volume et de 64 % en valeur, pour atteindre 1 520 tonnes à 24,7 millions de dollars. Les exportations vers Hong Kong ont diminué de 42,9 % en volume et de 31 % en valeur, pour s'établir à 8 111 tonnes, pour une valeur de 75 millions de dollars.

Les importations de bœuf ont diminué de 14,6 % en volume et de 6,6 % en valeur, pour s'établir à 161 431 tonnes, pour une valeur de 1,42 milliard de dollars. Les États-Unis sont demeurés le plus

important fournisseur de bœuf importé du Canada, représentant 60,7 % des importations. L'UE et le Royaume-Uni étaient les deuxièmes fournisseurs d'importations en importance du Canada, représentant 12,3 % des importations totales, suivis de la Nouvelle-Zélande (8,3 %), de l'Uruguay (5,3 %) et de l'Australie (4,8 %).

Le volume net des échanges de bœuf du Canada a augmenté de 46,3 %, passant de 235 990 tonnes en 2020 à 345 146 tonnes en 2021. La valeur commerciale nette a augmenté de 74,7 %, passant de 1,74 milliard de dollars en 2020 à 3,03 milliards de dollars en 2021. Historiquement, ce fut une année exceptionnelle pour le commerce du bœuf canadien; le volume et la valeur nets du commerce ont augmenté de 54 % et de 114 % respectivement par rapport à la moyenne quinquennale.

Premier trimestre de 2022

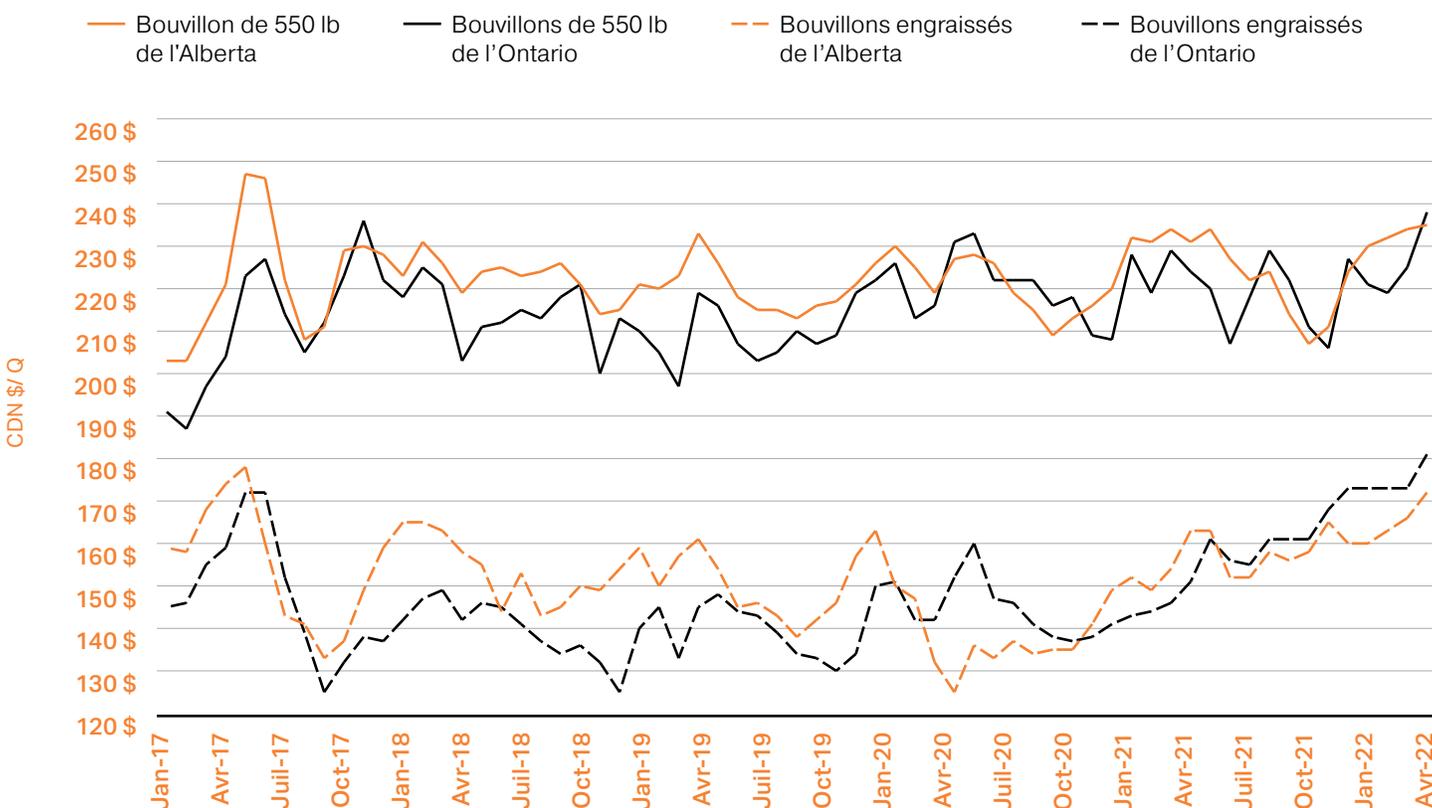
Le resserrement de l'offre de bovins en Amérique du Nord et le maintien d'une forte demande internationale sont prévus en 2022. À l'échelle nationale, à court terme, l'économie canadienne affiche une amélioration, le produit intérieur brut (PIB) ayant augmenté de 3,6 % au premier trimestre de 2022 par rapport à 2021, et bien au-dessus des niveaux de 2019. Toutefois, l'inflation record depuis des décennies est certainement le moteur de la croissance du PIB. Cette même inflation risque également d'éroder l'épargne des ménages et le revenu disponible. Le PIB canadien devrait croître de 3 à 4 % en 2022.

L'abattage des bovins au premier trimestre de 2022 a augmenté de 5 % par rapport à l'année précédente. Les prix des bovins, bien qu'ils soient stables à plus élevés qu'il y a un an, ne reflètent pas les marges des producteurs qui demeurent difficiles. En mai 2022, les prix de l'orge à Lethbridge ont bondi pour atteindre 469 \$ la tonne, soit environ 450 \$ la tonne en moyenne tout au long de 2022. Les prix de l'orge en mai 2022 ont augmenté de 34 % par rapport à l'année précédente (et les prix de l'orge en mai 2021 ont déjà bondi de 48 % par rapport à mai 2019). Alors que l'orge a grimpé en flèche

et est demeurée élevée, les prix du maïs en Ontario ont été plus volatils. En mai, les prix du maïs de l'Ontario étaient en moyenne de 384 \$ la tonne, en hausse de 10 % par rapport à mai dernier (alors que les prix du maïs de l'Ontario étaient presque deux fois plus élevés qu'en mai 2019).

Les exportations de bœuf et de veau se poursuivent en force en 2022, en hausse de 10 % en volume et de 40 % en valeur par rapport à l'an dernier. Le marché du bétail s'adapte aux conditions des prix des aliments et des intrants disponibles dans le contexte d'une demande internationale record de bœuf. On prévoit un resserrement des approvisionnements, tant pour les aliments du bétail que pour le bœuf, d'ici la deuxième moitié de 2022 et 2023, où le bœuf ira au plus offrant mondial. Le marché intérieur du bœuf sera confronté à des vents contraires si la performance économique aux États-Unis, en Corée du Sud, au Japon et en Chine suit le rythme actuel. À mesure que le dollar canadien rebondira à près de 0,80 \$ en juin, une hausse du dollar nuirait également aux exportations canadiennes et au marché du bétail.

BOUVILLONS ENGRAISSÉS DE L'ALBERTA ET DE L'ONTARIO





APERÇU DE L'AGENCE



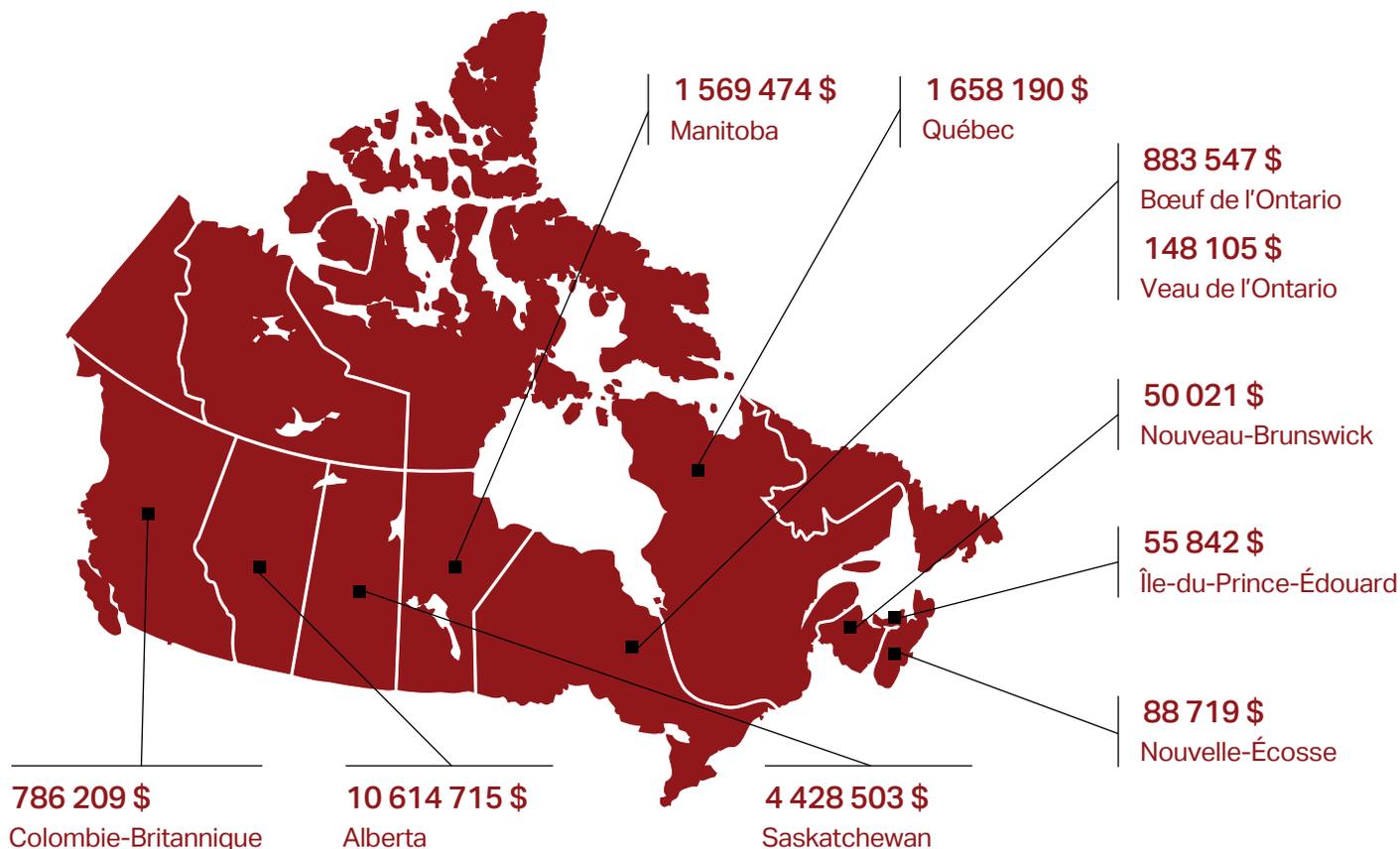
En 2021-2022, les recettes provenant du prélèvement canadien sur les bovins de boucherie ont totalisé 18 875 628 \$ sur les bovins commercialisés, déduction faite de la partie provinciale du prélèvement fédéral.

Le prélèvement à l'importation sur les bovins de boucherie, le bœuf et les produits du bœuf importés au Canada a été perçu au taux de 1 \$ par équivalent de tête, pour un total de 1 065 008 \$. Ces fonds, l'administration nette, sont affectés à la commercialisation générique du bœuf sans marque, comme le marketing nutritionnel, l'élaboration de recettes et l'éducation culinaire.

675 464 \$ ont été consacrés à l'administration de l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf et du Conseil, ce qui était inférieur de 197 696 \$ au budget.

PRÉLÈVEMENT NATIONAL ET À L'IMPORTATION

Le prélèvement est perçu sur tous les bovins commercialisés au Canada, et le prélèvement à l'importation est appliqué à tous les bovins, la viande de bœuf et les produits de bœuf importés au pays.



1 065 059 \$

importations

20 283 325 \$

total des prélèvements

21 348 384 \$

revenu total

ALLOCATION DES REVENUS

Le total des prélèvements sur les ventes de bovins a été réparti comme suit :



55 %

pour le développement et la promotion des marchés

27 %

à la recherche

12 %

sont retenus par les associations provinciales de bovins pour la commercialisation et la recherche régionales;

6 %

à la mobilisation du public et des intervenants



30

réunions virtuelles du conseil d'administration et des comités tenues au cours des 12 derniers mois

2

nouveaux inspecteurs formés pour le programme d'audit et d'inspection de l'Agence

33 \$:1

le rapport avantages-coûts total du prélèvement national et du prélèvement à l'importation au Canada

Administration

Compte tenu de l'interruption des activités causée par la pandémie de COVID-19, il incombait à l'Agence de trouver des moyens de veiller à ce que les activités se poursuivent comme d'habitude, tout en réduisant le plus possible le temps passé au bureau et les réunions en personne. L'Agence a tenu plus de 30 réunions virtuelles de conseil d'administration et de comité au cours des 12 derniers mois, mais le niveau d'engagement des membres de l'Agence et des comités est demeuré élevé, ce qui prouve que la réunion à distance a permis aux membres d'accomplir plus avec moins. L'Agence a effectué un retour partiel au bureau et aux réunions en personne, et elle continuera de trouver le juste équilibre pour être aussi efficace que possible, tout en favorisant une culture de collaboration et de transparence.

Grâce à l'engagement accru du conseil d'administration, l'Agence a pu élaborer un nouvel ensemble d'objectifs stratégiques quinquennaux. Il comprend de nombreux aspects des activités de l'Agence, y compris la planification de la relève au niveau du conseil d'administration et de la direction du personnel, l'obtention d'un traitement national avec la perception du prélèvement national et du prélèvement à l'importation, un plan solide pour la croissance du programme de vérification et d'inspection de l'Agence, et un programme de communication stratégique qui gagnera en force au cours des cinq prochaines années.

L'Agence a de nouveau mis l'accent sur la conformité réglementaire de la perception des prélèvements nationaux et des prélèvements à l'importation. Deux nouveaux inspecteurs ont été formés pour le programme de vérification et d'inspection de l'Agence, qui vise à améliorer la conformité face aux remises grâce à une approche



Les comités de l'Agence continuent de travailler à l'élaboration de politiques et de procédures pour veiller à ce que l'organisation demeure pertinente, engageante et représente activement les besoins uniques des producteurs et importateurs de bœuf canadiens.

« éducation d'abord » avec une combinaison d'inspections sur le terrain et de vérifications sur place.

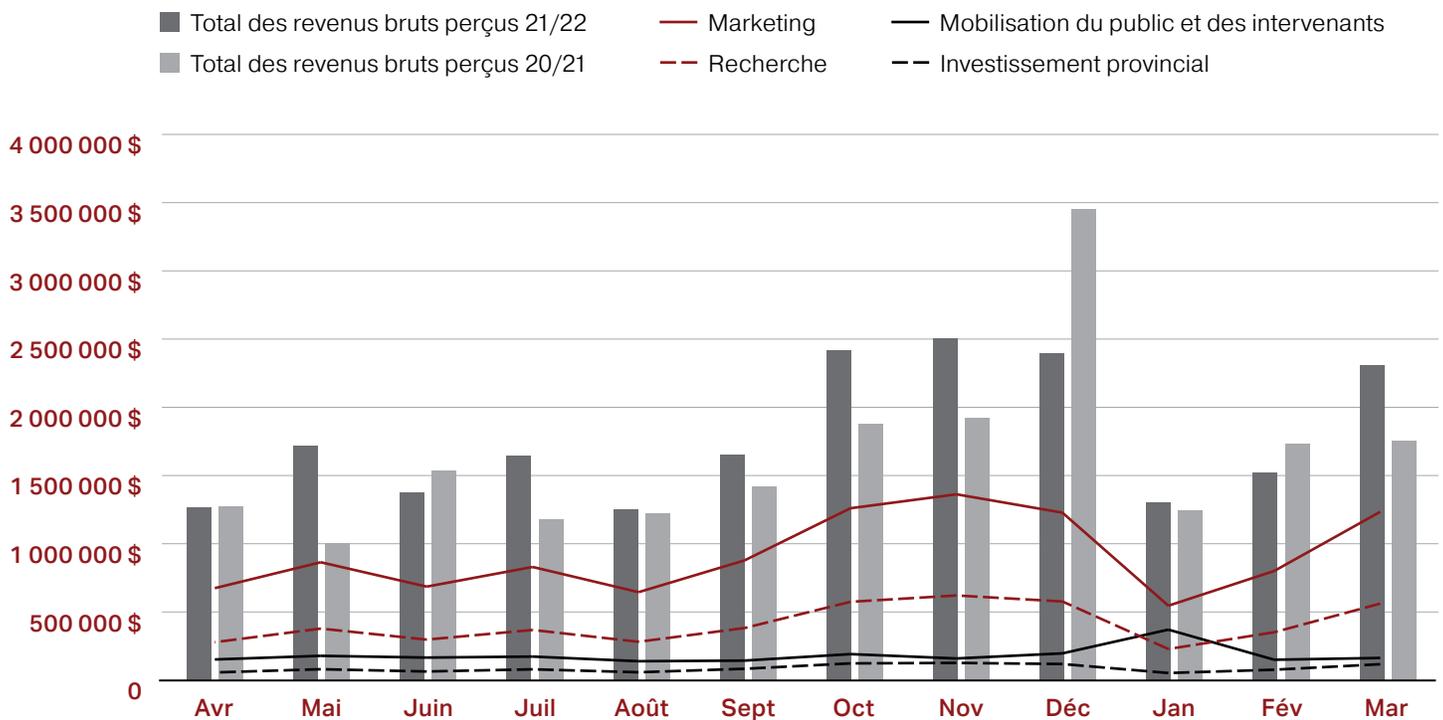
L'Agence gère maintenant également l'administration et la perception du prélèvement à l'importation de porc au Canada, qui constitue une nouvelle source de revenus pour l'Agence. En travaillant en étroite collaboration avec l'Office canadien de promotion et de recherche pour le porc (OCPRP), il a été déterminé que les processus et les procédures en place à l'Agence, ainsi que les relations déjà établies avec les importateurs, simplifierait le processus de perception des deux prélèvements par la même organisation. L'Agence a signé une entente de service et a commencé à établir le processus de prélèvement à l'importation de porc en 2021, et elle mettra en œuvre les perceptions en 2022.

L'Agence a également terminé une autre étude pour évaluer les avantages du prélèvement national sur le bœuf au Canada, et les résultats sont prêts juste après la fin de l'exercice. Pour cette étude, une nouvelle méthodologie a été mise en place par de nouveaux chercheurs, et impliquait l'analyse de plus de données que jamais dans ces études. En fin de compte, les chercheurs ont constaté que le rapport avantages-coûts total du prélèvement national et du

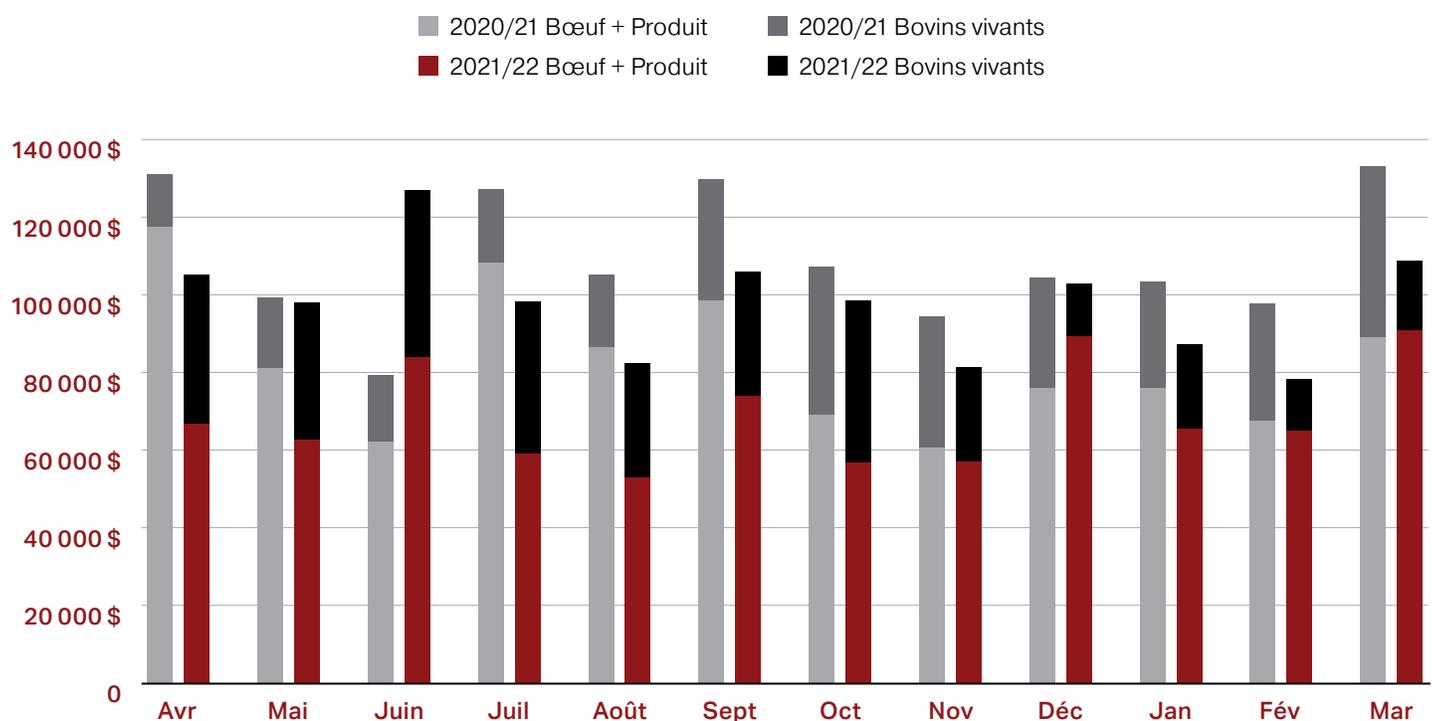
prélèvement à l'importation au Canada était de 33 \$ pour 1, ce qui montre qu'il y a une grande valeur pour les investissements faits dans l'industrie canadienne du bœuf. Vous trouverez plus de détails sur la méthodologie et les résultats en ligne à cdnbeefcheckoff.ca/value.

Les comités de l'Agence continuent de travailler à l'élaboration de politiques et de procédures pour veiller à ce que l'organisation demeure pertinente, engageante et représente activement les besoins uniques des producteurs et importateurs de bœuf canadiens. L'Agence a récemment apporté des changements aux règlements administratifs, assurant que le fonctionnement de l'organisation réponde aux besoins et aux mandats uniques des intervenants de l'industrie. Les changements apportés aux règlements administratifs ont renforcé la gouvernance entourant la planification de la relève et les nominations aux comités, en plus d'ouvrir la porte à un plus large éventail d'intervenants qualifiés de l'industrie qui seront nommés aux postes d'Agence et de Comité de marketing.

TOTAL DES REVENUS PERÇUS VS DISTRIBUTIONS DES FOURNISSEURS DE SERVICES

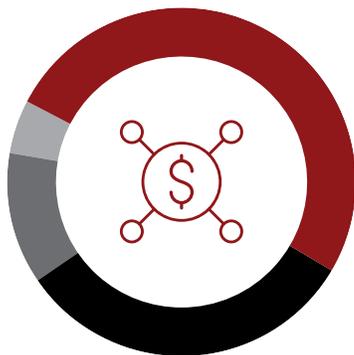


COMPOSITION DU PRÉLÈVEMENT ANNUEL À L'IMPORTATION





DISTRIBUTIONS DES FOURNISSEURS DE SERVICES – MOYENNE SUR 3 ANS



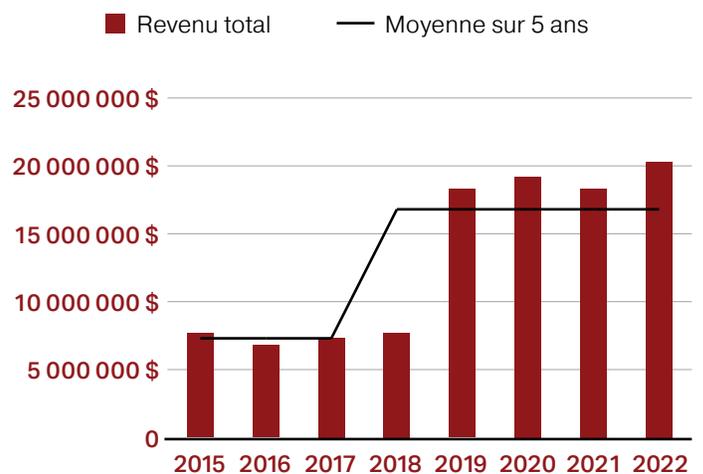
51 %
marketing

32 %
recherche

12 %
investissement provincial

5 %
PSE

REVENU TOTAL VS MOYENNE SUR 5 ANS





DÉVELOPPEMENT ET PROMOTION DES MARCHÉS

Investissement total: 10 980 440 \$ (prélèvement national et prélèvement à l'importation)

Boeuf Canada met en œuvre sa stratégie d'affaires en tirant parti des marques canadiennes de bœuf et de veau grâce à des activités de marketing auprès des consommateurs et de développement des marchés au Canada et dans les principaux marchés d'exportation partout dans le monde. Ces efforts augmentent la sensibilisation et la demande pour le bœuf et le veau canadiens et la valeur que les producteurs reçoivent pour leurs bovins.

“ Au cours de l'exercice 2021-2022, Bœuf Canada est demeuré réactif en réorientant et en repositionnant continuellement ses efforts de marketing afin d'offrir des solutions proactives aux défis de la pandémie.

Depuis le début de 2020, lorsque les effets de la pandémie de COVID-19 ont commencé à se manifester, les pays du monde entier ont eu du mal à faire face aux répercussions du virus sur tous les aspects de la société. Près de deux ans se sont écoulés depuis la demande initiale de « deux semaines pour aplatir la courbe », et la pandémie continue de défier les efforts visant à gérer et à contrôler pleinement sa propagation et ses répercussions.

C'est dans ce contexte de marché que Bœuf Canada a travaillé avec des groupes du secteur de bovin et du bœuf, d'autres produits de base, des partenaires de la chaîne de valeur en aval, le gouvernement et des intervenants partenaires pour trouver ensemble une voie à suivre. Au cours de l'exercice 2021-2022, Bœuf Canada est demeuré réactif en réorientant et en repositionnant continuellement ses efforts de marketing afin d'offrir des solutions proactives aux défis de la pandémie.

Une incertitude supplémentaire est arrivée en décembre lorsque, malgré le statut de risque négligeable du Canada, quelques marchés internationaux ont temporairement suspendu les importations de bœuf canadien après la détection d'un cas atypique d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). Bien que la majeure partie de cet accès aux marchés ait repris en janvier, les progrès en Chine sont demeurés au point mort à la fin de notre exercice. Malgré la perte d'accès à la Chine, les exportations de bœuf de janvier à mars 2022 ont augmenté de 10 % en volume et de 40 % en valeur par rapport à l'an dernier, ce qui indique que d'autres marchés ont plus que compensé la baisse à la suite des exportations record de 2021.

Ici, au Canada, l'escalade des pressions inflationnistes a ajouté aux défis actuels liés à la pandémie qui, en plus de la forte demande internationale de bœuf, ont maintenu la pression à la hausse sur les prix des protéines animales.

À mesure que les Canadiens augmentaient leur consommation de repas à domicile, le site Web de Bœuf Canada faisait partie intégrante de la communication avec les consommateurs, car l'achalandage sur le Web a considérablement augmenté par rapport aux années précédentes. L'accent mis par Bœuf Canada sur la polyvalence des coupes de valeur du bœuf et la sensibilisation accrue des consommateurs aux méthodes de préparation appropriées a été judicieux et opportun. L'équipe a élaboré des recettes et des solutions de merchandising pour les détaillants et a continué de proposer des stratégies et des solutions pour garder le bœuf sur la table.

Les espaces sociaux et numériques de Bœuf Canada engagent et connectent avec les consommateurs et les producteurs pour construire la fidélité à la marque. Avec 70 000 adeptes et environ 19 millions d'impressions de janvier à décembre 2021, Bœuf Canada continue de bâtir des relations significatives.



70 000

abonnés à travers les réseaux sociaux et les espaces numériques de Bœuf Canada

19 millions

d'empreintes numériques

↑ 40 %

d'augmentation de la valeur des exportations canadiennes de bœuf par rapport à l'année dernière





55

projets approuvés dans le cadre du programme de développement des marchés d'exportation

403

répondants au sondage sur la satisfaction des intervenants mondiaux de Bœuf Canada en 2022

75%

est le taux de satisfaction global des répondants à l'enquête mondiale sur la satisfaction des intervenants de Bœuf Canada en 2022

Le prélèvement sur les importations de bœuf finance la diffusion de messages positifs sur le bœuf dans tout le Canada. La campagne primée One & Only Beef auprès des consommateurs est un exemple récent de l'action du prélèvement à l'importation en faveur de la consommation de bœuf.

Une campagne publicitaire visant à promouvoir le système de classement du bœuf canadien auprès des détaillants, et à sensibiliser les consommateurs et les professionnels du commerce à la qualité et à la valeur offertes dans les trois principales catégories de bœuf au Canada, a aidé les consommateurs à choisir le produit qui leur convenait et a amélioré la satisfaction globale des consommateurs.

Bœuf Canada a lancé la première phase de la Passerelle d'information sur le bœuf canadien (Passerelle) pour les petits détaillants ou les détaillants indépendants en janvier 2022. Cette première version de marque Canadian Beef de la Passerelle a gagné en popularité grâce aux premiers adaptateurs et a stimulé la demande pour les trousseaux d'outils novatrices au point de vente (PDV) qui appuient la mise en œuvre. L'adoption des trousseaux d'outils a été constante et on s'attend à une croissance continue de cette ressource novatrice. Les travaux se sont poursuivis sur les phases futures de la Passerelle, qui comporteront des partenariats co-marqués avec des bannières de vente au détail nationales qui intègrent du contenu personnalisable.

Le Centre d'excellence du bœuf canadien (CEBC) s'est adapté aux restrictions liées à la pandémie en organisant ses ateliers et ses séminaires en ligne. La décision a nécessité une augmentation de la production de vidéos et de photographies du Centre pour répondre aux besoins croissants des clients, et a révélé de nombreuses nouvelles occasions d'offrir des programmes de CEBC partout au Canada et à l'étranger. Pour permettre la création de contenu multimédia et améliorer les capacités de communication et de conférence en personne et virtuelles, le CEBC a nécessité des rénovations indispensables aux studios culinaires, au laboratoire de viande et au studio de montage. Les rénovations et les mises à niveau du système audiovisuel ont commencé au printemps 2022 et devraient être terminées à l'automne 2022.



Le travail de Bœuf Canada sur les marchés d'exportation crée des occasions pour l'industrie canadienne du bœuf de réaliser une plus grande valeur pour la carcasse que ce qui pourrait être réalisé uniquement sur le marché intérieur.

Pour soutenir la formation professionnelle de l'industrie, Bœuf Canada a lancé des initiatives visant à promouvoir l'excellence en boucherie et en arts culinaires et à susciter l'intérêt pour les inscriptions dans les établissements d'enseignement professionnel canadiens.

Le travail de Bœuf Canada sur les marchés d'exportation crée des occasions pour l'industrie canadienne du bœuf de réaliser une plus grande valeur pour la carcasse que ce qui pourrait être réalisé uniquement sur le marché intérieur. En plus d'offrir des offres concurrentielles sur les viandes moyennes, les marchés d'exportation peuvent offrir de meilleurs rendements pour les viandes finales, les viandes à crédit/minces et les abats que chez nous.

Lorsque la pandémie a entraîné la suspension de l'échantillonnage en magasin pour les détaillants dans de nombreux marchés d'exportation clés, Bœuf Canada a réagi en appuyant des initiatives de marketing et de promotion virtuelles et en ligne en raison de l'évolution des habitudes d'achat, de recherche et de prise de décisions des consommateurs. Bœuf Canada a également étendu la distribution de matériel au point de vente (étiquettes, autocollants de classement du bœuf et affiches) aux supermarchés et autres détaillants qui vendent du bœuf canadien.

En 2021, 55 projets du Programme de développement des marchés d'exportation ont été approuvés pour appuyer six délégations d'acheteurs entrants, une visite de développement des marchés à l'étranger, 35 initiatives de promotion et de marketing différentes

et huit projets qui ont nécessité la participation à des foires commerciales internationales. De ces 55 projets approuvés, 28 entreprises différentes ont reçu un soutien ciblant neuf marchés d'exportation différents et quatre projets couvrant plusieurs marchés d'exportation. Bœuf Canada s'attend à recevoir un afflux de nouvelles demandes dans le cadre de ce programme à mesure que les restrictions liées à la pandémie s'assouplissent.

Bœuf Canada a terminé son Sondage mondial sur la satisfaction des intervenants de 2022 avec les commentaires de 403 personnes sur les marchés nationaux et internationaux. Les résultats des répondants nationaux, des exportateurs canadiens et des clients internationaux ont été combinés pour obtenir une note de satisfaction globale de 75 %. En général, moins de 5 % des intervenants ont indiqué qu'ils étaient insatisfaits de l'un ou l'autre des attributs sondés. Une minorité importante a indiqué qu'elle n'était pas en mesure de faire des commentaires, ce qui a réduit les cotes de satisfaction comme en 2021.

Alors que la pandémie mondiale a continué de mettre à l'épreuve notre capacité à mettre pleinement en œuvre et à fournir des programmes et des services, les commentaires des répondants au sondage garantissent que des améliorations significatives seront apportées aux programmes, services et activités de Bœuf Canada alors que nous nous efforçons d'augmenter les niveaux de satisfaction de toutes les parties prenantes.



RECHERCHE

Investissement total : 4 862 827 \$

Le Conseil de recherche sur les bovins de boucherie (CRBB) est l'organisme de financement national dirigé par l'industrie qui finance des activités de recherche de pointe et de transfert de technologie pour améliorer la compétitivité et la durabilité de l'industrie canadienne des bovins de boucherie. Le CRBB travaille en étroite collaboration avec d'autres organismes de financement de l'industrie et du gouvernement afin d'accroître la coordination, de réduire les chevauchements et de veiller à ce que les résultats des recherches prioritaires soient pris en compte dans l'intérêt des producteurs de bœuf et de bovins canadiens.



En 2021/22, le CRBB a reçu en moyenne 0,67 \$ de chaque tranche de 2,50 \$ du prélèvement national sur les bovins de boucherie perçu par les provinces.

Une division de l'Association canadienne des éleveurs de bovins, le CRBB est dirigé par un comité de 15 producteurs de bœuf de partout au pays. Le CRBB est financé en partie par une partie d'un prélèvement national payé par les producteurs, le Prélèvement canadien sur les bovins de boucherie. En 2021-2022, le CRBB a reçu en moyenne 0,67 \$ (non vérifié) de chaque tranche de 2,50 \$ du Prélèvement canadien sur les bovins de boucherie perçu par les provinces. Ce financement a été obtenu dans le cadre du programme de la Grappe scientifique du bœuf, en plus du financement du Partenariat canadien pour l'agriculture d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, où l'industrie a contribué 34 % (1,3 million de dollars) et le gouvernement 66 % (2,5 millions de dollars). De plus, le CRBB a obtenu du Prélèvement canadien sur les bovins de boucherie un financement supplémentaire de 5,9 millions de dollars pour la recherche et 800 000 \$ en nature de la part de partenaires gouvernementaux et de l'industrie dans le cadre d'initiatives à l'extérieur de la Grappe scientifique du bœuf.

L'an dernier, 18 projets de Grappes de recherche, de vulgarisation et de coordination scientifique ont fait état d'activités entre le 1er avril 2021 et le 31 mars 2022. Cette quatrième année du programme quinquennal de grappes est maintenant terminée. Par exemple, après avoir étudié pourquoi l'infection *M. bovis* ne provoque une pneumonie que chez certains veaux en parc d'engraissement, les chercheurs ont constaté que la vaccination pour contrôler l'inflammation et la maladie causées par d'autres pathogènes respiratoires viraux et bactériens aide également à minimiser les pertes dues au *M. bovis*. Les résultats d'un autre projet ont indiqué que les résidus des stimulateurs de croissance utilisés pour améliorer l'efficacité des bovins de boucherie au Canada posent des risques minimes pour l'environnement qui peuvent être réduits davantage par une gestion appropriée du fumier et du ruissellement.

En 2021-2022, le CRBB a lancé un appel condensé axé sur quelques secteurs prioritaires de projet clairement définis. Dans le cadre de cet appel, 20 manifestations d'intérêt ont été reçues d'équipes de recherche de partout au Canada. De ce nombre, 14 équipes ont été invitées à soumettre des propositions complètes et le financement a été approuvé pour huit projets en juin 2021. Les candidats retenus ont obtenu du financement d'autres sources (du gouvernement et de l'industrie), égalant le montant du Prélèvement canadien sur les bovins de boucherie à un minimum de 1 pour 1. Plusieurs projets approuvés lors des appels précédents (2018-2020) sont toujours en cours ou en voie d'achèvement. Un de ces projets a comparé l'efficacité du vaccin intranasal à la naissance par rapport aux vaccins injectables administrés à un ou deux mois. Les résultats indiquent que l'administration de vaccins muqueux à la naissance est un moyen efficace de renforcer le système immunitaire des veaux nouveau-nés. Un autre projet consiste à évaluer différentes méthodes d'utilisation de produits de



800 000 \$

de financement en nature reçu du gouvernement et des partenaires industriels par le biais d'initiatives en dehors de la grappe scientifique du secteur du bœuf

\$5,9 million

en financement supplémentaire pour des initiatives en dehors de la grappe scientifique du bœuf

18

projets de recherche, de vulgarisation et de coordination de la grappe scientifique en 2021

8

projets approuvés pour le financement par le CRBB



BEEF CATTLE RESEARCH COUNCIL



6

projets de preuve de concept
approuvés pour le financement

4

nouveaux projets de transfert de
connaissances et de technologies
dont le financement a été approuvé

3

projets de surveillance prioritaires
avec financement continu

mais grain humide dans les parcs d'engraissement et de naissance. Les premiers résultats indiquent que certaines méthodes peuvent donner un rendement animal semblable à celui des régimes à base d'orge.

Le financement a également été approuvé pour six projets de validation de principe (VP) en 2021-2022. Il s'agit de projets à court terme (de six mois à un an) pour aider à déterminer s'il vaut la peine d'investir davantage dans la recherche dans ce domaine. L'un de ces projets était axé sur l'amélioration, la simplification, l'automatisation et l'accélération d'un test de détection des pathogènes du complexe respiratoire bovin (CRB). Bien que davantage de travail soit nécessaire pour améliorer l'efficacité de la détection du CRB chez les animaux asymptomatiques, l'équipe a été en mesure d'augmenter la vitesse d'obtention d'un résultat de 97 % par rapport aux diagnostics traditionnels fondés sur la culture.

Le CRBB a continué d'appuyer la mise en œuvre de capacités de recherche à long terme en 2021-2022. La *Beef Industry Forage Management and Utilization Chair* a été embauchée par le College of Agriculture and Bioresources de l'Université de la Saskatchewan, pour élargir la capacité de recherche agronomique et réunir l'expertise de l'Université de la Saskatchewan et d'ailleurs pour combler les lacunes dans la recherche sur les plantes fourragères et diffuser les résultats à l'industrie. Il s'agit du troisième poste de président appuyé par le CRBB pour combler les lacunes relevées par l'industrie en matière de capacité de recherche.

En plus des activités de transfert des connaissances et de la technologie (TCT) dans le cadre de la Grappe scientifique du bœuf, comme l'élaboration et la distribution d'articles, d'outils de décision, de vidéos, de billets de blogue et de webinaires, TCT a continué d'avancer par l'entremise du Réseau canadien de transfert de technologies du bœuf et d'un appel de propositions annuel. Dans le cadre d'un de ces projets, une série de balados a été créée



Le CRBB continue de superviser l'exécution du programme Verified Beef Production Plus (VBP+). VBP+ a continué de faire progresser les objectifs de formation des producteurs et la prestation de services de certification à la ferme par l'entremise de VBP+ Delivery Services Inc.

en 2021-2022 pour partager de l'information scientifique sur l'industrie canadienne du bœuf. Ce projet est à moitié achevé et a déjà été téléchargé plus de 4800 fois. En 2021-2022, le CRBB a approuvé le financement de quatre nouveaux projets de TCT et plus de 60 personnes ont participé à une réunion annuelle du Réseau canadien de transfert de technologies du bœuf qui a facilité la communication et la collaboration.

Le CRBB a également continué d'appuyer les réseaux de surveillance prioritaires liés aux maladies limitant la production et à la résistance et à l'utilisation des antimicrobiens. En 2021-2022, le financement s'est poursuivi pour trois projets de surveillance ainsi que pour le Réseau canadien de référence des coûts de production vache-veau.

Le CRBB continue de superviser l'exécution du programme Verified Beef Production Plus (VBP+). VBP+ a continué de faire progresser les objectifs de formation des producteurs et la prestation de services de certification à la ferme par l'entremise de VBP+ Delivery Services Inc.

En 2021-2022, VBP+ a lancé une nouvelle plateforme d'apprentissage appelée **Canadian Cattle Learning Center**.

La plateforme a été lancée avec la formation VBP+ 2.0 améliorée qui couvre tous les aspects de la certification VBP+ et différents niveaux de notation. La nouvelle plateforme est destinée à s'étendre au-delà de la formation VBP+. Elle permettra aux producteurs de télécharger la formation suivie à l'externe pour obtenir un crédit d'éducation permanente et un relevé de notes, ce qui permettra de reconnaître toute formation liée au bœuf qu'une personne suit. La plateforme offre également une formation de vérificateur, d'examineur et de coordonnateur, qui peut être attribuée au besoin pour satisfaire les obligations d'accréditation. Cette plateforme d'apprentissage fonctionnera pour une formation semblable à la façon dont la plateforme de vérification électronique fonctionne pour la certification, avec des fonctions de rapport puissantes qui sont précieuses pour les producteurs individuels. Il sera également utile pour l'industrie, car il permettra de cartographier les ressources que les producteurs recherchent et de faire une déclaration ferme sur la valeur de la formation pour l'amélioration continue de notre secteur bovin.

A woman wearing a blue long-sleeved shirt with "FARMHER" and "EST. 2013" printed on it, blue jeans, and a black baseball cap with "BEEF CATTLE" on it, is riding a brown horse. To her right, a large brown cow with a metal ring in its nose stands in a grassy field. The background shows a flat landscape under a clear sky.

MOBILISATION DU PUBLIC ET DES INTERVENANTS

Total des investissements: 996 101 \$

Au cours de l'année 2021-2022, le programme de mobilisation du public et des intervenants (MPI) a continué à créer des ressources, des outils, des formations et du contenu proactif pour renforcer la capacité de défense des intérêts au sein de l'industrie et la confiance du public dans la production de bovins de boucherie. En outre, la réponse aux problèmes reste un élément central du programme, ce qui a permis d'obtenir certains des résultats les plus probants et les plus importants en termes de nombre de participants depuis le lancement du programme.

“ Dans le cadre de la réponse aux enjeux, le Réseau canadien d'experts sur le bœuf a été lancé cette année avec plus de 50 participants initiaux, assurant un répertoire adéquat d'experts sur une variété de sujets.

Des lettres à l'éditeur, des corrections et des communications directes aux journalistes ont été rédigées sur une variété de sujets, mais ont principalement porté sur l'empreinte environnementale de l'Industrie canadienne du bœuf. Les lettres ont été publiées dans des journaux nationaux et régionaux, du National Post au Globe and Mail, entre autres. **Un article d'opinion sur les conséquences de la réduction de la consommation de bœuf** (en anglais seulement) a été rédigé par l'équipe de la MPI et signé par Anne Wasko de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable (TRCBD), en réponse à l'annonce faite par Epicurious de ne plus proposer de nouvelles recettes à base de bœuf. L'article a été diffusé dans plus de neuf différentes publications imprimées et en ligne, ce qui a permis de toucher plus de cinq millions de Canadiens.

Une stratégie globale a été créée après l'annonce du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires (SNUSA) en septembre 2021. Alors que l'intention initiale du Sommet était de combattre l'insalubrité alimentaire et la malnutrition dans les pays du Sud, des intérêts privés ont rapidement transformé un volet entier d'actions en promotion des aliments à base de plantes et en encouragement à la réduction de la consommation de viande dans les pays développés. L'Association canadienne des éleveurs de bovins (ACEB), Conservation de la nature Canada et la TRCBD, avec l'aide de l'équipe de la MPI, ont présenté une série de dialogues indépendants soulignant la manière dont les bovins contribuent à une production respectueuse de la nature et à la nutrition humaine.

Le SNUSA se déroulant sur une scène mondiale, l'opportunité de devenir membre de la Global Meat Alliance (GMA) a été acceptée en juillet 2021. La GMA s'efforce d'établir des relations à l'échelle mondiale et de représenter le secteur de la viande comme étant essentiel pour la santé humaine et un partenaire dans l'atténuation du changement climatique. La coordination pendant la période précédant le sommet a permis à l'équipe de se tenir au courant des stratégies et des opportunités d'engagement. À la suite des efforts déployés tant au niveau national qu'international, le Sommet n'a vu aucun pays s'engager à réduire la consommation de viande et a permis de créer et de renforcer les partenariats au sein des industries mondiales de l'élevage.

Dans le cadre de la réponse aux enjeux, le Réseau canadien d'experts en bœuf a été lancé cette année avec plus de cinquante participants initiaux, assurant ainsi un répertoire adéquat d'experts sur une variété de sujets. Ces experts en la matière comprennent des éleveurs de bovins, des vétérinaires, des chercheurs, des universitaires, des diététiciens et d'autres professionnels de la santé. Des possibilités d'éducation et de formation continues apporteront une valeur ajoutée à ce groupe d'experts, notamment une présentation sur les protéines cellulaires par Tim McAllister et d'autres encore.



Plus de 5 millions

de Canadiens sensibilisés par un article d'opinion écrit par l'équipe de MPI sur les conséquences de la réduction de la consommation de bœuf.

50

participants initiaux au Réseau canadien d'experts sur le bœuf





Plus de 20

jeunes producteurs ont participé à des sessions de formation sur l'engagement médiatique

20

participants de l'industrie du bœuf ont reçu une formation sur la sensibilisation et les relations avec les autochtones

200

participants inscrits au programme Beef Advocacy Canada

Des possibilités de formation ont également été offertes aux principaux porte-parole de l'industrie afin de s'assurer qu'ils sont prêts à s'engager positivement auprès des médias. L'encadrement a été assuré par Crystal MacKay de Loft 32, une entreprise de communication spécialisée dans l'agriculture. Plusieurs sessions ont été organisées, auxquelles ont participé le personnel et les membres du conseil d'administration de l'ACEB. En collaboration avec le Conseil des jeunes leaders en élevage et des partenaires provinciaux, plus de vingt jeunes éleveurs ont également participé à la formation, ce qui permet de s'assurer que la prochaine génération est prête à saisir les occasions médiatiques lorsque cela est possible. De plus, une formation sur la sensibilisation et les relations avec les Autochtones a été offerte au printemps 2022 à vingt participants différents de tous les secteurs de l'industrie du bœuf.

Le programme **Beef Advocacy Canada (BAC)** a subi une mise à jour complète et est maintenant disponible gratuitement pour tous les participants intéressés. Le BAC offre la possibilité d'apprendre les meilleures pratiques en discutant de la façon dont les bovins de boucherie sont élevés et des avantages environnementaux des bovins, par le biais de modules courts et attrayants. Le BAC convient parfaitement aux projets 4-H, aux clubs de science animale et à d'autres partenaires de l'industrie désireux de s'adresser au public. Des présentations de défense des intérêts sur mesure sont également disponibles pour les groupes intéressés. Il y a eu plus de deux cents inscriptions et plus de cinquante diplômés jusqu'à présent. Il est formidable de voir les nouveaux diplômés partager leurs certificats du BAC sur les médias sociaux et encourager d'autres personnes à suivre le programme.

La recherche sur les consommateurs menée en juillet s'est concentrée sur le rôle des bovins dans le réacheminement des déchets alimentaires et sur la façon dont cela change la perception du public à l'égard de l'industrie du bœuf. Les participants, qui sont représentatifs de la population canadienne, **se sont montrés dans l'ensemble très favorables** à ce que les bovins jouent ce rôle et



“

La recherche sur les consommateurs menée en juillet s'est concentrée sur le rôle des bovins dans le réacheminement des déchets alimentaires et sur la façon dont cela change la perception du public à l'égard de l'industrie du bœuf.

ont montré que cela améliorait la perception de l'industrie. Lorsqu'on leur a demandé de classer deux avantages différents de l'élevage du bœuf canadien, la préservation des prairies indigènes ou la réduction du gaspillage alimentaire, la plupart des participants (76 %) ont choisi le gaspillage alimentaire. Cela montre qu'il est possible d'accroître le sentiment positif à l'égard des pratiques de production du bœuf et de l'empreinte environnementale de l'industrie.

Gardiens des prairies a été lancé publiquement en mai lors d'un **événement en ligne auquel ont participé** des experts de Canards Illimités Canada, de Conservation de la nature Canada, des Nations Unies et d'un producteur primaire. La couverture médiatique du lancement a permis de toucher plus d'un million de personnes dans la presse écrite et plus de quatre millions dans les médias sociaux. En avril, le documentaire avait été visionné plus de 200 000 fois sur **Facebook** et **YouTube**. De même, **Gardiens des prairies en classe**, une série d'activités en classe et un guide de l'enseignant pour le film, ont été publiés par Agriculture en classe Canada, grâce à un partenariat avec la Canadian Cattlemen's Foundation. Un jeu de pâturage Gardiens des prairies est en cours d'élaboration et a reçu une subvention de contrepartie du programme Partenariat canadien pour l'agriculture de l'Alberta d'un montant de 47 513 \$ pour le présent exercice. De plus, Canards Illimités Canada a fourni 7 875 \$ pour la prestation de cette ressource pédagogique en ligne, conçue pour les élèves de la 7e à la 10e année de l'Alberta.

Dans le cadre de ses activités de sensibilisation du public, le programme MPI s'est associé à Bœuf Canada pour deux insertions dans une campagne nationale intitulée « Global Heroes ». La première portait sur les bénéficiaires du Prix de l'intendance environnementale 2021 (TESA), Dean et Catherine Manning de la ferme familiale Manning. La seconde mettait en avant les projets pilotes de pâturage ciblé qui se déroulent en Colombie-Britannique, afin d'atténuer les risques d'incendie de forêt pour les communautés.

Chaque projet a une portée estimée entre 1,1 et 1,8 million de personnes dans des marchés urbains importants comme Vancouver et Toronto. En collaboration avec Bœuf Canada et Beef Farmers of Ontario, le programme MPI a également fait l'objet d'une **insertion double page dans le National Post en mai**. Le contenu était axé sur les principaux thèmes du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, faisant la promotion du bœuf en tant qu'aliment de base pour les Canadiens et du rôle vital que jouent les bovins dans les solutions climatiques fondées sur la nature.

Ces points saillants démontrent la connectivité accrue entre les partenaires de l'industrie et les organisations qui permettent de gérer les problèmes de manière efficace et efficiente, y compris dans une perspective internationale. La création et le succès d'un contenu proactif ont été la pierre angulaire du programme.



INVESTISSEMENTS PROVINCIAUX

Total des investissements provinciaux: 2 142 218 \$

Les investissements doivent promouvoir la commercialisation et la production de bovins de boucherie, de bovins de boucherie et de produits du bœuf ou mener et promouvoir des activités de recherche liées à ces produits.

Manitoba Beef Producers

Total des investissements de la province: 87 814 \$



“ En 2021/22, le MBFI a accueilli de nombreux projets de démonstration, de recherche et d’ateliers qui ont soutenu les producteurs et l’industrie en général.

Soutien à la recherche du Manitoba Beef and Forage Initiatives (MBFI)

La mission du MBFI est d’être un centre d’innovation agricole s’engageant dans la recherche scientifique afin de profiter des précieux écosystèmes, d’améliorer la rentabilité des producteurs et de sensibiliser la société aux industries du bœuf et du fourrage. Ceci soutient la mission globale de la Stratégie nationale pour le bœuf 2020-24.

En 2021/22, le MBFI a accueilli de nombreux projets de démonstration, de recherche et d’ateliers qui ont soutenu les producteurs et l’industrie en général. Par exemple, des ateliers sur les clôtures ont dispensé des conseils et des astuces sur les stratégies à utiliser pour un pâturage adéquat. Toutes les recherches, les démonstrations et les ateliers ont apporté des bénéfices majeurs à l’industrie nationale. Les fonds fournis par le MBP, par le biais des prélèvements provinciaux et nationaux en 2021/22, ont servi à financer les opérations, y compris les dépenses liées aux projets de recherche appliquée. Le financement de ce type de centre d’innovation et de transfert de connaissances est bénéfique non seulement pour le secteur du bœuf du Manitoba, mais aussi pour l’industrie canadienne du bœuf dans son ensemble.

Projet pilote de protection du bétail contre les prédateurs

Le résultat global souhaité de cet objectif était d’accroître les connaissances sur les risques associés aux interactions entre le bétail et la faune. En raison de la COVID-19, MBP n’a pas été en mesure d’effectuer des évaluations des risques en personne dans les fermes, et a dû envisager d’autres méthodes pour déterminer les risques dans les fermes individuelles des producteurs participants potentiels.

MBP a élaboré un sondage sur la prédation qui a été distribué sous forme d’encart dans journal Cattle Country. Le sondage a également été distribué par la Manitoba Sheep Association à ses membres. MBP est très heureux que plus de 550 producteurs aient rempli le sondage qui leur demandait de parler de leurs expériences

en matière d’interactions entre le bétail et la faune. La mise en œuvre, la surveillance et l’évaluation de huit plans de gestion des risques débiteront au cours des prochains mois. Le projet permettra également de développer et d’évaluer des options létales pour le contrôle des prédateurs lorsque le problème se posera dans les exploitations des coopérateurs. En outre, les fonctionnalités actuelles du programme d’élimination des prédateurs problématiques seront examinées afin de déterminer s’il existe des moyens d’améliorer son efficacité.

Sensibilisation et innovation

Manitoba Beef Producers a commencé à rafraîchir son espace au Bruce D. Campbell Farm and Food Discovery Centre, qui est une destination amusante et passionnante avec des expositions, des programmes publics et des événements qui explorent l’agriculture moderne et la production alimentaire, ainsi que la science et la technologie qui fournissent des aliments sains et durables pour le Manitoba et le monde. Le Discovery Centre présente des expositions interactives et pratiques sur tous les aspects de la production alimentaire, de l’agriculture à la commercialisation, la vente au détail et la consommation des aliments. Le Discovery Centre cherche également à renforcer les réseaux et les partenariats afin de sensibiliser le public aux questions de durabilité, de salubrité alimentaire et de modes de vie sains. La programmation s’adresse aux étudiants de niveau intermédiaire, aux familles et au grand public. Elle présente également les recherches menées par l’Université du Manitoba et explore le large éventail de possibilités de carrière dans le secteur agroalimentaire.

Un autre effort de confiance publique a été que MBP a aidé à développer un engagement médiatique le 22 mai 2022, Journée internationale de la diversité biologique, pour discuter de l’importance de la production de bœuf sur les habitats des prairies. Environ 6 000 personnes ont vu l’information à la télévision et dans les médias sociaux.



Étude sur les tiques de l'Université du Manitoba

Des facteurs environnementaux tels que les changements d'utilisation des terres et le changement climatique ont entraîné des modifications de la répartition géographique de nombreuses espèces végétales et animales, y compris des parasites comme les tiques, ainsi que des agents pathogènes qu'ils peuvent transporter. Ce projet s'est intéressé à deux espèces communes de tiques pour déterminer les principaux déterminants du risque associé aux tiques et aux maladies transmises par les tiques chez les bovins, les chevaux et les humains dans les pâturages, afin d'informer les futures stratégies de lutte contre ces parasites ou d'atténuation de leurs impacts.

Les chercheurs ont échantillonné les pâturages et le bétail sur 4 sites et ont étudié une zone de pâturage totale d'un peu plus de 42 000 mètres carrés. Ils ont inspecté 125 animaux à la recherche de tiques et ont collecté un total de 739 tiques américaines du chien (466 provenant du bétail) et 0 tique à pattes noires. Toutes les tiques collectées pour l'étude étaient négatives pour l'anaplasma marginale, la bactérie responsable de l'anaplasmose bovine. Les 44 autres tiques collectées dans le pâturage de la communauté de McCreary étaient également négatives. Dans le cadre du projet, les chercheurs ont également collecté des tiques sur des chevaux sur les sites de recherche ou à proximité. Ils ont collecté 49 tiques à pattes noires sur un site au sud de Brandon à l'automne. Toutes les tiques étaient négatives pour l'anaplasma phagocytophilum, qui peut causer une maladie grave chez les chevaux, mais 20 tiques sur 49 étaient positives pour la bactérie qui cause la maladie de Lyme.

Évaluation à l'échelle du bassin hydrographique de l'Université du Manitoba

Le but de ce projet est d'estimer l'impact du pâturage sur le cycle de l'eau et l'exportation des nutriments dans les paysages de

pâturage des Prairies canadiennes. Plus précisément, les objectifs du projet sont les suivants :

1. Estimer l'excrétion d'azote et de phosphore par les bovins de boucherie en fonction de la qualité et de la productivité des pâturages, des conditions météorologiques et des pratiques de gestion des pâturages.
2. Simuler les principales composantes du bilan hydrique par un ensemble d'algorithmes développés spécifiquement pour les conditions canadiennes.
3. Estimer la contribution relative de la décomposition de la végétation, des sols et du fumier à l'exportation globale d'éléments nutritifs des pâturages.
4. Intégrer les objectifs 1 à 3 pour identifier les principaux processus, sources et pratiques de gestion ayant un impact sur l'exportation des nutriments des prairies.

Un étudiant en MSc, Baiyan Zhou, a été embauché au cours de l'année 2020/21, et depuis, il a réalisé certains éléments clés pour faire démarrer le projet. Zhou a identifié la zone d'étude et délimité le bassin hydrologique pour les exercices de modélisation à l'aide du SIG et de plusieurs ensembles de données numériques, notamment les sols, la topographie et les informations sur l'utilisation des terres.

Zhou acquiert actuellement des ensembles de données sur le climat futur et développe le modèle hydrologique à l'aide du Modèle hydrologique des régions froides pour simuler l'impact hydrologique du changement climatique. Une fois les simulations hydrologiques finalisées, Zhou se concentrera sur l'identification de modèles de nutriments dans la littérature afin de simuler l'exportation de nutriments depuis la zone d'étude en utilisant les simulations hydrologiques.

Beef Farmers of Ontario

Total des investissements de la province: 411 335 \$



“

Les fonds provenant de l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf ont aidé la BFO à soutenir 56 % de l'investissement de la BFO dans les programmes et activités de sensibilisation des consommateurs et de promotion du bœuf.

Livestock Research and Innovation Corporation (LRIC)

Les fonds retournés par l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf ont aidé BFO à soutenir 100 % de l'investissement dans la Livestock Research and Innovation Corporation (LRIC), un organisme qui assure le leadership des secteurs de l'élevage de l'Ontario en matière de recherche, d'innovation et de mise en pratique de la recherche (MPR).

Cette année, le LRIC a poursuivi le développement de la série de webinaires Horizon qui se concentre sur les principaux enjeux du secteur du bœuf et du bétail en général. Chaque webinaire est accompagné d'un livre blanc sur le sujet, que l'on peut trouver à livestockresearch.ca.

En outre, le Comité consultatif international sur la recherche du LRIC a passé en revue le système d'innovation en matière d'élevage de l'Ontario, dont les éléments clés ont été identifiés comme suit : financement, priorités, gestion des programmes, vulgarisation et commercialisation. Le comité s'est servi de cet examen pour formuler des recommandations aux organisations de l'industrie, aux gouvernements fédéral et provincial et aux établissements d'enseignement sur la façon dont les programmes de financement de la recherche, l'administration et la vulgarisation pourraient être améliorés. Les discussions du comité ont été éclairées en partie par les résultats d'un sondage LRIC auprès des professeurs et des organisations membres de l'Université de Guelph, dont BFO.

Le fructueux programme de mentorat des jeunes professeurs du LRIC, qui en est à sa deuxième année avec onze participants, a accueilli deux nouveaux chercheurs spécialisés dans le domaine du bœuf, le Dr Kim Schneider et le Dr Marcio Duarte. Tous deux joueront un rôle essentiel dans la recherche sur la production de bœuf et la science de la viande en Ontario, avec des retombées dans tout le pays.

Projets de recherche (Stratégie d'investissement de la recherche de BFO)

Les fonds provenant de l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf ont contribué à financer 82 % de l'investissement dans la stratégie d'investissement de la recherche BFO.

L'objectif primordial de la stratégie de recherche actualisée de BFO est de générer des données de recherche exploitables que les producteurs pourront utiliser pour rendre leurs opérations plus efficaces, productives et durables sur le plan environnemental. La stratégie révisée d'investissement dans la recherche 2021-24 servira de base au prochain appel officiel à propositions de recherche sur le bœuf, qui devrait être lancé à la fin de 2022 pour un financement qui débutera en 2023.

Deux projets qui s'achèveront en 2022 sont : « Déplétion de la dexaméthasone chez les bovins : Étude de la salubrité alimentaire chez les bovins laitiers et les bovins de boucherie » et « Possibilité que les pâturages et les fourrages atténuent l'impact environnemental de la production de bœuf en Ontario ». Les résultats seront communiqués à l'issue de ces projets.

Le BFO continue d'appuyer le projet de rendement des cultures fourragères mené par satellite à l'échelle nationale, qui recueille actuellement des données sur le rendement des cultures fourragères dans des fermes échantillonnées en Ontario. L'objectif du projet est d'évaluer l'exactitude de l'imagerie satellitaire par rapport à la croissance fourragère réelle observée au sol. Si la technologie se révèle très fiable, un nouveau produit d'assurance fourragère pourrait être mis au point en fonction du rendement plutôt que des précipitations.

Un autre projet que la BFO a financé en dehors de l'appel de propositions de financement était un projet d'analyse économique dirigé par Kevin Grier qui examinait les tendances de la répartition des prix et des marges dans les secteurs de la ferme, de la transformation et de la vente au détail du bœuf en Ontario. L'étude a été financée pour évaluer les raisons et les implications derrière la performance des prix à travers l'industrie à la lumière des marges importantes des transformateurs qui ont été observées au cours des dernières années, en particulier depuis le début de la pandémie.

Programme de sensibilisation des consommateurs

Les fonds provenant de l'Agence canadienne de prélèvement du bœuf ont aidé la BFO à soutenir 56 % de l'investissement de la BFO dans les programmes et activités de sensibilisation des

consommateurs et de promotion du bœuf.

Le programme de sensibilisation des consommateurs de la BFO s'est concentré sur la continuité de l'énergie créée tout au long de 2020. Avec la pandémie continue de COVID-19, les plans ont été concentrés en ligne et une stratégie de médias numériques a pu être exécutée comme prévu, et a continué à le faire avec d'excellents résultats encore cette année.

Le trafic sur le site Web grand public ontbeef.ca continue d'augmenter régulièrement. Les deux principales campagnes menées par le biais des réseaux sociaux tout au long de l'année étaient une fois de plus axées sur l'augmentation du trafic dans les différentes sections du site, et elles ont remporté un franc succès. Près de 82 000 visites du site Web ont été enregistrées, et 87 % des visiteurs en étaient à leur première visite sur le site. BFO continue de mettre à jour et d'améliorer le site régulièrement pour s'assurer qu'il est toujours à jour et que le nouveau contenu est mis en évidence. La page des coupes de bœuf et le localisateur de magasins continuent d'être les arrêts les plus populaires pour les visiteurs du site Web. Actuellement, 150 détaillants, bouchers et agriculteurs pratiquant la vente directe sont inclus dans

le localisateur.

La première campagne clé sur les médias sociaux a été la « Ontario Beef BBQ Battle : Just Add Fire », qui s'est déroulée en juillet et août. La campagne BBQ Battle a été conçue sur le modèle de la campagne Burger Battle de l'année précédente, qui a été couronnée de succès et a reçu une médaille d'or lors de la remise des Influencer Marketing Awards en juillet. La campagne « Enjoy Some Local Flavour » était une promotion croisée en partenariat avec plusieurs entreprises alimentaires et de boissons de l'Ontario. Si certains des partenaires étaient attendus (par exemple, Dennis' Horseradish), d'autres étaient un peu plus inattendus (par exemple, Carrick Bros. Maple Syrup). L'objectif de cette campagne était d'inciter les consommateurs à se procurer des produits locaux pour accompagner leur bœuf de l'Ontario, d'inspirer de nouvelles idées de recettes et d'accords de vins et de plats, et de tirer parti du mouvement en faveur de l'alimentation locale qui est toujours aussi fort. Les résultats des campagnes sur les médias sociaux ont été très positifs. Le contenu – à la fois organique et payant – a fait l'objet de plus de 19,6 millions d'impressions, a rejoint plus de 3,7 millions d'utilisateurs, a généré plus de 89 000 engagements et a attiré 82 000 visites sur le site Web.

Les Producteurs de bovins du Québec

Investissement total de la province: 1 445 358 \$

Les Producteurs
de bovins du
Québec



PBQ a continué à mettre l'accent sur les stratégies de marketing et de recherche afin de maintenir et développer le secteur des veaux d'engraissement au Québec.

Les Producteurs de bovins du Québec (PBQ) perçoivent des prélèvements en fonction de diverses classes de bovins et, à leur tour, ils prévoient d'investir leurs allocations provinciales dans des classes de bovins/bœuf également. L'association alloue 100 % des prélèvements nets à sa province.

Programmes pour les veaux d'engraissement

PBQ a continué à mettre l'accent sur les stratégies de marketing et de recherche pour maintenir et développer le secteur des veaux d'engraissement au Québec. Des stratégies de marketing et de gestion des enchères ont été mises en œuvre pour aider à assurer

une forte demande pour les bovins d'engraissement du Québec pendant la pandémie, y compris de nouvelles installations virtuelles en direct et l'amélioration d'autres canaux de communication.

Une étude a été financée en tant que projet partagé par tous les secteurs du bœuf du Québec, en se concentrant sur la chaîne de valeur du bœuf de la province. Quelques grands défis et opportunités ont été identifiés, donnant à l'association la capacité d'élaborer des stratégies et de cibler les défis de l'année à venir. On a constaté qu'au Québec, la consommation au détail est fortement axée sur le bœuf haché et le bœuf à ragoût, ce qui permettra à l'association de se concentrer sur ces secteurs cibles



à l'avenir. On a également constaté qu'il est possible de fournir davantage de rétroaction aux maillons en amont de la chaîne de valeur et d'aider les petits abattoirs provinciaux à relever le défi de demeurer concurrentiels sur le marché.

Programmes pour les bovins gras

Une analyse du secteur de la commercialisation des bovins gras au Québec a été entreprise l'an dernier et a débouché sur un projet, en collaboration avec les producteurs de veaux d'engraissement et Montpak International, visant à accroître les ventes de bœuf québécois sur le marché provincial. Dans le cadre de ce programme, Montpak International s'approvisionnera à 85 % en bovins gras nés et élevés au Québec. Ce projet se poursuivra jusqu'en 2023.

Programmes pour le veau

Au Québec, le segment du secteur du veau associé au veau lourd d'abattage comprend la production de veau de grain et de veau de lait. Les exploitations qui produisent du veau lourd d'abattage évoluent dans un environnement commercial nord-américain hautement concurrentiel et doivent également composer avec le veau importé d'Europe et d'Océanie, dont l'impact est mal connu.

Grâce à une collaboration avec Aliments du Québec, PBQ a reçu une aide financière de 150 000 \$ pour lancer la campagne estivale de barbecue. Un certain nombre d'activités conjointes ont été menées au cours de l'année, notamment :

- Collaborations pour des livres de cuisine
- Partenariats avec des influenceurs pendant l'hiver et la saison des barbecues pour publier des recettes à base de veau et mettre en valeur les aspects locaux, sains et polyvalents du veau
- Une publicité dans le numéro de mai du magazine de l'Association Restauration Québec (ARQ), et une publicité partagée avec Famille Fontaine incluse dans un courriel ciblé aux membres et aux non-membres
- Une campagne télévisée, numérique et de médias sociaux par le biais de TVA, Verizon et Facebook

Une collaboration avec les producteurs de pommes de terre du Québec pour une campagne télévisée, numérique et de médias sociaux par le biais de TVA, Verizon et Facebook.

Une section producteurs a été ajoutée au site Internet de Veau Québec, ainsi qu'une section ventes à la ferme pour chaque profil de producteur afin de mettre en valeur les producteurs de veaux de boucherie.

PBQ a également mis en œuvre un important projet de recherche sur le classement des carcasses dans le secteur du veau. Cette recherche, qui mesure le rendement du veau maigre ou vendable dans les systèmes de classement des carcasses, est essentielle pour l'industrie afin de s'assurer que la valeur commerciale peut être correctement attribuée et que les carcasses de veau sont triées selon les diverses spécifications du marché. Un nouveau système basé sur cette recherche améliorera la précision et la valeur du processus de classement, ce qui devrait à son tour fournir aux producteurs de veau une meilleure rétroaction sur leurs pratiques de production, augmenter l'offre de veau de qualité, améliorer la satisfaction des consommateurs et accroître les revenus du secteur dans son ensemble.

PBQ a commandé un sondage auprès des producteurs du secteur du veau de lait, portant sur la résilience du secteur pendant la pandémie. Le sondage contribuera aux efforts de communication et aux prises de parole de l'organisation et de ses producteurs pour parler en toute transparence du secteur du veau de lait et des défis mis en évidence dans le sondage.

Programmes pour les bovins de réforme et les jeunes veaux

L'association a poursuivi le projet visant à évaluer la faisabilité de la finition des veaux laitiers au Québec l'an dernier, ce qui a donné lieu au lancement d'une analyse technico-économique à partir des données des producteurs du Québec chez qui les veaux laitiers ont été transformés en bovins engraisés. On attend actuellement les résultats de cette étude, lesquels seront communiqués aux producteurs de la province au moyen de vidéos, de webinaires, de présentations et de l'élaboration de guides de production.

Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick

Investissement total de la province: 19 629 \$



“ Le programme d'éducation et de formation en génomique du EBNB visait à améliorer le taux d'utilisation de la génomique par les producteurs dans l'industrie du bœuf des Maritimes.

Programme de renouvellement des troupeaux de bovins et de pâturage en rotation

Les Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick (EBNB) ont investi dans un programme de renouvellement des troupeaux de bovins et de pâturage en rotation, dans le but d'aider les producteurs à adopter ou à améliorer la gestion des pâturages dans leurs exploitations.

L'adoption et l'utilisation appropriées des pratiques de pâturage en rotation amélioreront la productivité quantitative et qualitative des pâturages ainsi que leur capacité de charge, prolongeront la saison de pâturage et amélioreront également la santé du sol et la séquestration du carbone, la croissance des racines, la productivité animale, la biodiversité des pâturages et la résistance à la sécheresse des pâturages. Ce programme aide les producteurs à conserver une génétique performante telles que les femelles de remplacement dans le troupeau de vaches et à permettre aux producteurs d'adopter des pratiques améliorées de gestion des pâturages afin d'accroître la capacité des pâturages du Nouveau-Brunswick et de soutenir un troupeau de bovins élargi. Des fonds ont été investis dans les communications avec les producteurs pour les inciter à participer au programme.

École de bœuf et webinaires d'hiver

Le projet de l'école française du bœuf et de la série de webinaires d'hiver consistait en une série de six déjeuners-conférences dont l'objectif était de faire participer les producteurs à divers aspects de la santé et de la gestion du troupeau afin d'en augmenter la taille, la qualité et la rentabilité. Environ 25 producteurs ont participé à chaque programme de déjeuner et d'apprentissage, qui bénéficiaient d'une traduction simultanée en français. Ces événements ont été perçus comme un moyen efficace de faire participer les producteurs tout en réduisant les frais de déplacement et les coûts pour les producteurs qui s'absentent de leur exploitation pour assister à une session de vulgarisation. Une flexibilité supplémentaire a été ajoutée en affichant les enregistrements en ligne pour un visionnement ultérieur.

Formation et éducation en génomique

Le programme d'éducation et de formation en génomique du EBNB visait à améliorer le taux d'utilisation de la génomique par les producteurs dans l'industrie du bœuf des Maritimes. Le projet a incorporé une approche à trois volets de l'amélioration génétique, y compris l'éducation des producteurs sur le processus de sélection génomique, le processus d'obtention des tests et la façon de travailler sur les résultats avec les producteurs pour mettre en œuvre les prochaines étapes pour les données. Ce projet complète le programme d'amélioration génétique du Nouveau-Brunswick, qui aide déjà les producteurs à effectuer des tests pour les premier et troisième volets du programme. Trois webinaires du programme ont connu une bonne participation en direct, et ont été mis en ligne en anglais et en français. Dans tous les cas, les producteurs qui ont participé au programme avec l'association étaient désireux de poursuivre les tests génomiques et les discussions sur l'admissibilité au programme d'amélioration génétique.

Communications avec les parties prenantes

L'EBNB a également investi des fonds dans des initiatives de communication avec les parties prenantes, afin de s'assurer que les producteurs de la province et des Maritimes soient en mesure de s'engager avec l'association sur de multiples plateformes. Cela comprenait la traduction pour les producteurs de langue française, des réunions régionales en direct et sur demande, des webinaires et de l'information traditionnelle dans les médias imprimés. L'ajout de la traduction française a permis d'ajouter un large éventail de documents et de communications aux ressources de l'organisation, qu'il s'agisse de mises à jour régulières, de blogues, de traduction simultanée pour les événements en ligne en direct, et plus encore.

Un soutien supplémentaire a été apporté au Maritime Beef Council – Initiatives conjointes maritimes ci-dessous.



Nova Scotia Cattle Producers

Investissement total de la province: 23 342 \$



“ En 2019, le programme Elite Sire de la Nouvelle-Écosse a été développé en réponse à la demande de l'industrie de fournir un financement pour le testage et l'achat de taureaux.

Programme de marketing sur la génétique

En 2019, le programme Elite Sire de la Nouvelle-Écosse a été élaboré en réponse à la demande de l'industrie de fournir un financement pour le testage et l'achat de taureaux. Les fonds pour le programme ont été alloués à partir de l'allocation de marketing du prélèvement national et d'autres fonds de développement de l'industrie. Le programme s'est avéré populaire parmi les éleveurs et les acheteurs de taureaux et a été lancé pour la troisième itération en 2021. Ce programme a encouragé une meilleure compréhension des mesures génétiques, l'amélioration des tests génétiques et l'amélioration de la performance des troupeaux pour l'industrie du bœuf en Nouvelle-Écosse. Vingt-sept taureaux ont été testés et le projet a été entièrement financé par l'industrie, sans aucune aide financière gouvernementale.

Projet pilote de préconditionnement des bovins à la ferme

Le préconditionnement et le sevrage appropriés des bovins d'engraissement sont un aspect important concernant la santé des animaux de boucherie et ont un impact direct sur la rentabilité des exploitants de naissance et de parcs d'engraissement. Le projet

pilote de préconditionnement des Nova Scotia Cattle Producers (NSCP) est en cours depuis 2019 et vise à aider les producteurs à effectuer un préconditionnement adéquat en ce qui concerne l'étiquetage, la castration, l'écornage, la vaccination et le sevrage.

Le programme a financé un technicien par l'entremise de l'Atlantic Stockyards Ltd. pour la prestation de services à la ferme dans toute la province. Les services offerts vont de l'équipement de manutention et de l'aide à l'étiquetage, en passant par la vérification de l'âge, l'administration des vaccins, la castration, l'écornage et la pesée. Les dossiers produits dans le cadre du programme sont également conformes aux exigences de vérification du VBP+ et de la TRCBD. Le projet pilote ne coûte aux producteurs que 35 \$/h pour utiliser les services de l'équipe de techniciens de préconditionnement.

Le programme est financé par les prélèvements nationaux, ainsi que par le NSCP, le CRBB et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, et vise à ce que 1000 têtes bénéficient du programme d'ici la fin de 2022.

Un soutien supplémentaire a été apporté au Maritime Beef Council – Initiatives conjointes maritimes ci-dessous.



Prince Edward Island Cattle Producers

Investissement total de la province: 16 487 \$



Le PEI Cattle Producers a investi des fonds dans une série de partenariats promotionnels pour mettre en valeur le Island Beef dans toute la province, en coordination avec Atlantic Beef Products Inc. (ABPI).

Partenariats de marketing grand public d'Island Beef

Le PEI Cattle Producers a investi des fonds dans une série de partenariats promotionnels pour mettre en valeur le Island Beef dans toute la province, en coordination avec Atlantic Beef Products Inc. (ABPI).

La promotion Meat n' Badaydas a été lancée dans plus de 50 restaurants de l'île pour célébrer la marque Island Beef de l'Î.-P.-É., accompagnée des célèbres pommes de terre de l'Î.-P.-É.. Le partenariat, qui a mis en valeur les producteurs locaux, a duré tout le mois d'avril. L'événement Beef & Brews a eu lieu en juin, mettant en vedette des accords de bœuf et de bière artisanale

avec neuf brasseries artisanales de la province. Beef n' Blues, un partenariat avec le chef Michael Smith, a présenté une sélection de dix petits plats de bœuf certifié AAA de l'île, servis par des stations alimentaires itinérantes lors d'un événement sur les saveurs d'automne en septembre. Bœuf Canada s'est joint au partenariat avec l'ABPI.

En raison du roulement de personnel en 2021/22, le PEICP a été sous-utilisé pour ses initiatives d'investissement provinciales. Ces fonds seront réinvestis dans le plan d'affaires 2022/23.

Un soutien supplémentaire a été apporté au Maritime Beef Council – Initiatives conjointes maritimes ci-dessous.

Maritime Beef Council – Initiatives conjointes des Maritimes



“ L'École de bœuf atlantique a été conçue comme un programme de développement professionnel pour les producteurs de bœuf de la région de l'Atlantique. La région possède une richesse de connaissances et de ressources qui ne sont souvent pas facilement accessibles aux producteurs.

Le Maritime Beef Council (MBC), qui comprend les Producteurs de bovins du Nouveau-Brunswick (PBNB), le Nova Scotia Cattle Producers (NSCP) et le Prince Edward Island Cattle Producers (PEICP), a présenté un plan conjoint de coopération visant à accroître la demande, la productivité, la compétitivité et la connectivité du bœuf dans les trois provinces maritimes. Le financement de ces programmes conjoints provient des allocations d'investissement provinciales de chacune des trois provinces énumérées ci-dessus.

Mise en œuvre de la stratégie relative au bœuf des Maritimes

La stratégie de développement et d'expansion du secteur du bœuf des Maritimes a été élaborée comme moyen de soutenir la croissance de l'Industrie du bœuf des Maritimes. En 2021, le MBC a réalisé des activités dans le cadre de ce programme, notamment le programme et les projets ci-dessous, ainsi que d'autres projets qui ont permis d'accroître l'harmonisation au sein de l'industrie du bœuf dans les Maritimes.

Accroître le professionnalisme dans l'industrie du bœuf de l'Atlantique

Le MBC vise à accroître le niveau de professionnalisme des producteurs de bœuf de l'Atlantique par le biais d'initiatives de formation, d'éducation et de leadership.

Cela comprend 122 nouveaux producteurs formés et certifiés Verified Beef Production Plus (VBP+) au Canada atlantique, ce qui améliore la salubrité alimentaire, la traçabilité, la biosécurité et le bien-être des animaux dans le secteur du bœuf. Cela se traduira par de meilleures possibilités de commercialisation pour les bovins du Canada atlantique dans le cadre de programmes de bœuf de marque, et par la certification de la Table ronde canadienne sur le bœuf durable pour le programme de la chaîne d'approvisionnement. Les producteurs de bovins certifiés VBP+ voient des possibilités comme une prime de 0,02 \$/lb chez Atlantic Beef Products. Un podcast Simply Verified Beef a également été développé, avec plus de 800 téléchargements ou diffusion en continu.

L'Atlantic Beef School a été conçue comme un programme de développement professionnel pour les producteurs de bœuf de la région de l'Atlantique. La région possède une richesse de connaissances et de ressources qui ne sont souvent pas facilement accessibles aux producteurs. L'école du bœuf a été conçue comme un programme de 8 modules pour les exploitations de naissance et des modules supplémentaires couvrant la production en parc d'engraissement, et a été élargie pour couvrir les besoins émergents du secteur laitier-bœuf. Ces modules couvrent plusieurs aspects des pratiques de production. L'école du bœuf fonctionne à partir d'une base de données exhaustive des meilleures pratiques de gestion que tout producteur peut utiliser sur sa propre exploitation. Le MBC est propriétaire du programme de chacun des modules de l'école du bœuf et a la possibilité de modifier ou d'ajuster le contenu à sa discrétion. Cette année, 77 personnes ont assisté aux sessions, en personne ou en ligne. Les réactions des participants ont été très favorables à l'enseignement en ligne.

En raison de la pandémie de COVID-19, la conférence sur le bœuf des Maritimes s'est tenue virtuellement en 2022. La conférence comptait 97 participants, et ceux qui n'y ont pas assisté en direct ont pu la regarder en ligne pendant un mois après la fin de la conférence, ce qui a suscité 296 vues et un engagement positif. Les sessions de la conférence étaient principalement axées sur les pratiques de production telles que la gestion de l'herbe et des pâturages, la gestion des données, les minéraux et les suppléments, et le réseau national des coûts de production. Les résultats de l'enquête menée auprès des participants ont révélé des réactions très positives.

Déployer des outils de gestion des risques

L'une des limites actuelles à l'expansion du cheptel bovin des Maritimes est le manque d'outils de gestion des risques à la disposition des producteurs de bœuf. Au fur et à mesure que l'industrie agricole évolue, la complexité et les risques augmentent. L'achat et la vente de bovins destinés à la production de bœuf comportent des risques considérables pour les producteurs en raison de la grande volatilité du marché et, à mesure que l'industrie agricole continue d'évoluer, la complexité et les risques



augmentent. Le MBC continue de travailler à l'élaboration du cadre pour soutenir la prestation d'un programme d'assurance des prix de l'Est et attend avec impatience le déploiement de ce programme d'une manière qui éduque et informe les producteurs et les intervenants de l'industrie sur les avantages.

Maximiser l'utilisation des pâturages et du fourrage

En partenariat avec l'Ontario Forage Council, les Beef Farmers of Ontario, Les Producteurs de bovins du Québec et MBC, un outil interactif de sélection des espèces fourragères est en cours de développement pour l'est du Canada. Le projet est actuellement en phase de développement Web et, une fois terminé, il constituera un outil utile pour les producteurs de bovins de l'Est du Canada qui s'efforcent de maximiser l'utilisation des pâturages et des fourrages.

Une journée de travail sur les fourrages était prévue pour 2021, mais en raison des restrictions de COVID-19, elle n'a pas pu avoir lieu.

Coordination de la chaîne de valeur du bœuf

Une lacune identifiée dans les industries bovine et laitière est la capacité des producteurs à amener les petits veaux nouveau-nés à un poids commercialisable de 400 livres. Le programme d'alignement de la chaîne de valeur comprenait un club de veaux de race laitière et de race bovine, ainsi que l'exploration d'options de commercialisation, le transfert de connaissances et l'extension de la recherche. L'objectif final du programme est de fournir une occasion d'augmenter la valeur des bovins laitiers. Des webinaires

à l'intention des producteurs, comme la pépinière de bovins laitiers, ont également été organisés et les séances de stratégie avec les intervenants se poursuivront.

La gestion des données est essentielle au succès de la stratégie de production de bœuf des Maritimes. Les programmes de primes que les producteurs de bœuf des Maritimes ont à leur disposition, surtout ceux qui s'inscrivent dans le cadre de la durabilité, dépendent des données appropriées qui permettent de suivre les bovins avec précision tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Quatre programmes de gestion des données ont été analysés dans le cadre du programme : BioTrack 360, HerdTrax, Cattlemax et Herdly. Quarante pour cent des participants au projet pilote ont indiqué qu'ils poursuivraient leur programme pilote, tandis que 30 % des participants ont décidé de revenir à leurs propres méthodes de tenue de dossiers manuelle ou à un tableur qui répond à leurs besoins particuliers.

Les 30 % restants allaient essayer un autre logiciel de gestion des données après avoir entendu les commentaires des autres participants.

Veal Farmers of Ontario

Total des investissements de la province: 138 252 \$



“ L’objectif global de la campagne de l’Ontario Veal Appeal auprès des consommateurs pour 2021/22 était de stimuler la demande de veau de l’Ontario.

L’objectif global de la campagne de l’Ontario Veal Appeal auprès des consommateurs pour 2021/22 était de stimuler la demande de veau de l’Ontario. Le public cible était le consommateur qui achète et consomme déjà du veau, ce qui appuie la stratégie visant à encourager la consommation de plus de repas à base de veau, que ce soit à la maison ou au restaurant.

VFO a réorganisé son site Web ontariovealappeal.ca pour mettre en valeur les recettes et les informations sur le veau. Les consommateurs peuvent utiliser une fonction de recherche par coupe, par nom de recette, ou voir les recettes de veau les plus populaires. L’objectif est de faire en sorte qu’il soit aussi facile que possible pour le consommateur d’être inspiré à cuisiner avec du veau à la maison. Le bulletin d’information électronique « Vealing Delicious » a été distribué toutes les deux semaines à plus de 3 000 consommateurs de viande de veau. Il propose des recettes de veau, des instructions de cuisson, des vidéos pratiques et des solutions de repas à base de veau pour inciter les chefs à cuisiner avec du veau.

Alors que l’édition 2021 de la recherche du concours du meilleur sandwich au veau de l’Ontario (MSVO) a été reportée en raison des restrictions liées à la pandémie, une campagne unique mettant en valeur neuf de nos anciens finalistes et gagnants a été lancée à sa place à l’automne 2021. Pendant neuf semaines, le restaurant d’un finaliste ou d’un gagnant différent a été présenté dans des vidéos, des entrevues et du contenu de médias sociaux animés par John Catucci de l’émission You Gotta Eat Here! de Food Network Canada.

Ontario Veal Appeal s’est également associée au chef Ted Reader, gourou du barbecue, pour élaborer neuf nouvelles recettes de barbecue de veau qui ont été présentées sur les sites Web et les réseaux de médias sociaux du chef Ted et de VFO, ainsi que dans le bulletin électronique « Vealing Delicious ». Ontario Veal Appeal a organisé un concours pour la fête des pères dans le but

d’augmenter le nombre d’adeptes sur les réseaux de médias sociaux et de promouvoir le bulletin électronique.

Ontario Veal Appeal s’est associée au magazine Food & Drink avec trois annonces pleine page dans les numéros d’été, d’automne et des Fêtes. Ce magazine populaire atteint plus de 2,5 millions de consommateurs par numéro et ses lecteurs correspondent parfaitement aux consommateurs de veau de l’Ontario. Des annonces ont également été publiées dans les magazines Foodism et Canadian Food & Drink. Les objectifs de VFO avec les publicités imprimées sont d’inspirer le consommateur avec une expérience de repas, d’attirer du trafic vers le site Web rafraîchi et de présenter le veau de manière nouvelle et différente.

VFO a également mis à jour et revitalisé la ressource pour les consommateurs « All About Veal » (Tout sur le veau) avec un nouveau contenu, de nouvelles photographies et des réponses à de nombreuses questions posées par les consommateurs d’une manière facile à comprendre et qui met en perspective les pratiques de production de bovins de boucherie avec le reste de l’agriculture animale. La nouvelle ressource est disponible en version imprimée et sur nos sites Web destinés aux consommateurs et aux producteurs, en format téléchargeable et comme partie intégrante du contenu.

Pour compléter cette nouvelle ressource, VFO s’est également associée à Farm and Food Care Ontario afin de partager l’histoire réelle de la façon dont les éleveurs de veaux font du soin des animaux une priorité absolue avec une visite en réalité virtuelle d’une ferme de veaux de l’Ontario à FarmFood360.ca. La visite virtuelle a été filmée dans une ferme d’élevage de veaux de grain de l’Ontario et est accompagnée de quatre vidéos traditionnelles qui approfondissent des sujets précis, comme les soins et la nutrition des bovins de boucherie, la vie d’une famille d’éleveurs de veaux et The Real Deal About Veal, qui explore les idées fausses sur le secteur du veau.

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
États financiers non consolidés
31 mars 2022

Rapport de l'auditeur indépendant

Au conseil d'administration de l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers non consolidés de l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie (l'« Office »), qui comprennent l'état non consolidé de la situation financière au 31 mars 2022, les états non consolidés des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers non consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière non consolidée de l'Office au 31 mars 2022, ainsi que de ses résultats d'exploitation non consolidés et de ses flux de trésorerie non consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'Office conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autre point

Les états financiers de l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie pour l'exercice clos le 31 mars 2021 ont été audités par un autre cabinet de comptables professionnels agréés qui a exprimé sur ces états une opinion non modifiée le 29 juin 2021.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'Office à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité de l'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'Office ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'Office.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Office.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'Office à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Office à cesser ses activités.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
État non consolidé de la situation financière

Au 31 mars 2022

	2022	2021
Actif		
Actif à court terme		
Trésorerie (note 3)	9 270 774	9 096 737
Trésorerie grevée d'affectations internes (note 12)	3 360 165	3 000 000
Débiteurs (note 4)	5 001 314	4 488 413
Charges payées d'avance et dépôts	550 810	91 831
Montant à recevoir d'un apparenté (note 8)	671 812	331 865
	18 854 875	17 008 846
Immobilisations (note 5)	462 370	522 607
Placements (note 8)	100	100
	19 317 345	17 531 553
Passif		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 6)	3 630 555	2 983 332
Montant à payer à un apparenté (note 8)	897 769	574 941
Produits reportés (note 7)	302 304	248 727
	4 830 628	3 807 000
Apports en capital reportés (note 9)	203 657	309 913
	5 034 285	4 116 913
Éventualités (note 14)		
Engagements (note 10)		
Informations fonctionnelles (note 18)		
Actif net		
Non affecté	8 971 099	8 462 844
Grevé d'affectations internes (note 12)	4 360 165	4 000 000
Réserve de consolidation (note 12)	951 796	951 796
	14 283 060	13 414 640
	19 317 345	17 531 553

Approuvé au nom du conseil d'administration,

e-Signed by Chad Ross

2022-06-30 14:56:00:00 MDT

Administrateur

e-Signed by Kirk Jackson

2022-06-30 14:40:37:37 MDT

Administrateur

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
État non consolidé des résultats

Exercice clos le 31 mars 2022

	2022	2021
Produits		
Agence Prélèvements de Bœuf Canada		
Prélèvements sur le bœuf canadien (<i>note 16</i>)	20 283 325	18 336 483
Prélèvements à l'importation	1 065 059	1 256 416
Autres produits	73 864	64 676
	21 422 248	19 657 575
Commercialisation		
Gouvernement du Canada – Partenariat canadien pour l'agriculture	1 893 871	1 428 604
Amortissement des apports en capital reportés (<i>note 9</i>)	106 256	106 256
Gouvernement de l'Alberta	120 875	93 668
	2 121 002	1 628 528
Total revenu	23 543 250	21 286 103
Charges		
Agence Prélèvements de Bœuf Canada		
Comité de commercialisation	8 300	11 350
Conseil d'administration	64 613	44 854
Activités liées aux Agence Prélèvements de Bœuf Canada	610 840	430 833
	683 753	487 037
Programmes		
Mobilisation du Public et des Intervenants	893 596	893 578
Commercialisation – bœuf générique (<i>note 17</i>)	1 162 522	1 303 698
Commercialisation – bœuf de marque (<i>note 17</i>)	11 522 217	8 502 002
Recherche	4 862 827	4 449 979
Investissement provincial (<i>note 16</i>)	2 142 218	2 138 885
Tranche provinciale du prélèvement fédéral	1 407 697	1 181 051
	21 991 077	18 469 193
Total des charges	22 674 830	18 956 230
Excédent des produits sur les charges	868 420	2 329 873

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
État non consolidé de l'évolution de l'actif net

Exercice clos le 31 mars 2022

	<i>Non affecté</i>	<i>Grevé d'affectations internes</i>	<i>Réserve de consolidation</i>	2022	2021
Actif net à l'ouverture de l'exercice	8 462 844	4 000 000	951 796	13 414 640	11 084 767
Trésorerie grevée d'affectations internes transférée au cours de l'exercice (note 12)	(360 165)	360 165	-	-	-
Excédent des produits sur les charges	868 420	-	-	868 420	2 329 873
Actif net à la clôture de l'exercice	8 971 099	4 360 165	951 796	14 283 060	13 414 640

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
État non consolidé des flux de trésorerie

Exercice clos le 31 mars 2022

	2022	2021
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Fonctionnement		
Excédent des produits sur les charges	868 420	2 329 873
Comptabilisation sans effet sur la trésorerie des apports en capital reportés	(106 256)	(106 256)
Amortissement	165 358	167 675
Gain (perte) à la cession d'immobilisations	-	15 507
	927 522	2 406 799
Variation des comptes du fonds de roulement		
Débiteurs	(512 901)	1 585 565
Charges payées d'avance et dépôts	(458 979)	472
Créditeurs et charges à payer	647 223	172 448
Produits reportés	53 577	93 272
Montant à recevoir d'un apparenté	(339 947)	(261 455)
Montant à payer à un apparenté	322 828	314 488
	639 323	4 311 589
Investissement		
Acquisition d'immobilisations	(105 121)	(23 442)
Augmentation de la trésorerie	534 202	4 288 147
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	12 096 737	7 808 590
Trésorerie à la clôture de l'exercice	12 630 939	12 096 737
La trésorerie est constituée des éléments suivants :		
Trésorerie non grevée	9 270 774	9 096 737
Trésorerie grevée d'affectations internes (<i>note 12</i>)	3 360 165	3 000 000
	12 630 939	12 096 737

Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie

Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

1. Constitution et nature de l'Office

L'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie (l'« Office ») a été créé le 17 janvier 2002 et est inscrit à titre d'organisation à but non lucratif en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (la « Loi »), et, à ce titre, est exonéré d'impôts. Afin de demeurer une organisation à but non lucratif enregistrée, l'Office doit respecter certaines exigences de la Loi. La direction est d'avis que ces exigences ont été respectées.

L'Office a pour mission d'offrir une valeur mesurable à l'industrie du bœuf canadien grâce à une gestion prudente et transparente des prélèvements de Bœuf Canada et du prélèvement à l'importation de bœuf. L'Office est financé par l'intermédiaire d'un prélèvement non remboursable initialement fixé à 1,00 \$ par tête appliqué aux bovins de boucherie vendus au pays et aux bovins de boucherie, au bœuf et aux produits de bœuf importés au Canada.

Le 18 septembre 2015, une résolution visant à faire passer le prélèvement fédéral de 1,00 \$ à 2,50 \$ a été votée par les délégués de l'Office. Cette augmentation du prélèvement a été jugée nécessaire pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie nationale du bœuf pour le secteur du bœuf canadien annoncée en 2014. La stratégie vise la promotion d'une action concertée afin de positionner l'industrie bovine canadienne de manière à augmenter son rendement et sa croissance, ainsi qu'à soutenir la production de produits du bœuf de haute qualité.

Au 31 mars 2022, la perception du prélèvement fédéral de 2,50 \$ par les huit provinces suivantes a pris effet à la date précisée :

Nouvelle-Écosse : 1^{er} janvier 2017

Île-du-Prince-Édouard : 1^{er} juin 2017

Nouveau-Brunswick : 1^{er} février 2018

Alberta : 1^{er} avril 2018

Saskatchewan : 1^{er} avril 2018

Manitoba : 1^{er} avril 2018

Québec : 1^{er} juin 2018

Colombie-Britannique : 1^{er} juillet 2018

À la date de clôture de l'exercice de l'Office, soit le 31 mars 2022, les prélèvements de Bœuf Canada en vigueur en Ontario correspondaient encore à 1,00 \$ par tête. Le prélèvement à l'importation n'avait pas changé non plus et correspondait encore à 1,00 \$ par tête ou à l'équivalent.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif figurant à la Partie III du *Manuel de CPA Canada – Comptabilité*, telles qu'elles sont publiées par le Conseil des normes comptables du Canada et faisant partie des principes comptables généralement reconnus du Canada. Ils comprennent les principales méthodes comptables ci-dessous.

Mode de présentation

L'Office contrôle Institut international du Bœuf canadien (l'« Institut ») en raison de sa capacité à nommer tous les administrateurs. L'Institut est un organisme sans but lucratif et, à ce titre, l'Office a choisi pour méthode comptable de ne pas consolider cette entité.

L'Office contrôle également Institut international du Bœuf canadien inc. (l'« Institut inc. »), car il détient 100 % des actions ordinaires de catégorie A émises. L'Institut inc. est une entité à but lucratif et, à ce titre, l'Office a choisi pour méthode comptable de consolider les entités à but lucratif; toutefois, puisque les activités de l'Institut inc. ne sont pas importantes, les soldes n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers au 31 mars 2022.

L'information financière de chaque entité contrôlée est présentée à la note 8.

Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie

Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

2. Principales méthodes comptables (suite)

Conversion des devises

Les montants des opérations libellées en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date des opérations. Les comptes des activités des bureaux de représentation de l'Office situés au Japon, en République populaire de Chine, à Taïwan et au Mexique sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière, et les éléments non monétaires sont convertis aux taux historiques applicables. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice. Les gains et les pertes découlant de ces écarts de conversion sont inclus dans les produits et les charges figurant à l'état des résultats.

Impôts sur le revenu

L'Office est un organisme sans but lucratif inscrit en vertu de la Loi et, à ce titre, est exonéré d'impôts.

Immobilisations

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût. Les apports d'immobilisations sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport et majorés des coûts directement attribuables à l'acquisition.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire à des taux visant à amortir le coût des immobilisations sur leur durée de vie utile estimative.

	Années
Matériel informatique	3
Logiciels	3
Mobilier et agencements	5
Améliorations locatives	10
Matériel de bureau	5
Matériel de cuisine et appareils électroménagers	5
Site Web et logo	5

Comptabilisation des produits

L'Office utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les produits tirés des prélèvements (sur les bovins de boucherie) reçus des éleveurs de bovins de boucherie par l'intermédiaire d'organisations de vente et de livraison de bovins de boucherie ne sont pas affectés et sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel les ventes de bovins de boucherie ont lieu et lorsque leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Les prélèvements à l'importation reçus des importateurs de bovins de boucherie, de bœuf et des produits du bœuf ne sont pas affectés et sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel l'importation a lieu et lorsque leur recouvrement est raisonnablement assuré.

Les subventions du gouvernement sont comptabilisées à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées et lorsque leur réception est raisonnablement assurée. Les produits reportés sont comptabilisés à la réception des fonds des subventions eu égard aux charges des périodes futures et seront comptabilisés à titre de produits à l'exécution.

Les produits d'intérêts sont comptabilisés à titre de produits dans l'exercice où ils sont gagnés.

Apports reportés liés aux immobilisations

Les apports reportés liés aux immobilisations correspondent à la tranche non amortie des apports d'immobilisations et des apports grevés d'une affectation utilisée pour financer la mise en place du Centre d'excellence du bœuf canadien. La comptabilisation de ces apports à titre de produits est reportée jusqu'au moment où les immobilisations connexes sont amorties, après quoi les apports sont comptabilisés à titre de revenu sur la durée de vie utile des actifs.

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

2. Principales méthodes comptables (suite)

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur les actifs et passifs éventuels présentés à la date des états financiers et sur les montants des produits et des charges comptabilisés pendant l'exercice visé par les états financiers. Les estimations importantes de la direction ont trait à la durée de vie utile estimative des immobilisations, au montant net du recouvrement des débiteurs et au montant des prélèvements comptabilisés sur les bovins de boucherie. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Ces estimations et hypothèses sont examinées périodiquement et, lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont présentés dans l'état des résultats des exercices pendant lesquels ils se produisent.

Par nature, ces jugements sont assujettis à une incertitude relative à la mesure, et l'incidence de changements à ces estimations et hypothèses sur les états financiers pourrait être significative pour les exercices à venir. Ces estimations et hypothèses sont revues périodiquement et, lorsque des ajustements sont nécessaires, ils sont présentés dans l'excédent des produits sur les charges de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

Ventilation des charges

L'Office applique le chapitre 4470 du *Manuel de CPA Canada*, qui présente les normes de présentation de l'information pour les organismes sans but lucratif qui classent leurs charges par fonction et ventilent les charges entre les différentes fonctions auxquelles elles se rattachent.

La ventilation est établie en fonction des soumissions provenant des associations provinciales de bovins de boucherie, lesquelles déterminent le pourcentage des produits générés dans leur province qui sont attribués à chaque fonction.

Instruments financiers

L'Office comptabilise ses instruments financiers lorsqu'il devient partie à leurs dispositions contractuelles. Tous les instruments financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, y compris les actifs financiers et les passifs financiers prenant naissance et émis dans le cadre d'une opération entre apparentés réalisée avec la direction. Les actifs et passifs financiers créés et émis dans le cadre d'autres opérations entre apparentés sont initialement évalués à leur valeur comptable ou à leur valeur d'échange conformément au chapitre 3840, « Opérations entre apparentés » (voir la note 8).

Au moment de la comptabilisation initiale, l'Office peut faire le choix irrévocable d'évaluer ultérieurement tout instrument financier à la juste valeur. L'Office n'a pas fait ce choix au cours de l'exercice.

Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie

Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

2. Principales méthodes comptables (suite)

Instruments financiers contractés dans des conditions de pleine concurrence

Les instruments financiers créés, acquis, émis ou pris en charge dans une opération conclue dans des conditions de pleine concurrence (les « instruments financiers contractés dans des conditions de pleine concurrence ») sont initialement comptabilisés à leur juste valeur.

Au moment de la comptabilisation initiale, l'Office peut faire le choix irrévocable d'évaluer ultérieurement à la juste valeur tout instrument financier contracté dans des conditions de pleine concurrence. L'Office n'a pas fait ce choix au cours de l'exercice.

Les placements dans des instruments de capitaux propres non cotés sur un marché actif sont évalués ultérieurement au coût diminué de la dépréciation. Tous les autres actifs financiers et passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti.

Les coûts d'opération et de financement directement attribuables à la création, à l'acquisition, à l'émission ou à la prise en charge d'instruments financiers évalués ultérieurement à la juste valeur sont immédiatement comptabilisés dans le résultat net. Autrement, les coûts d'opération et de financement sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers qui sont évalués ultérieurement au coût ou au coût amorti.

Instruments financiers contractés entre apparentés

L'Office évalue initialement à la juste valeur les instruments financiers créés, acquis, émis ou pris en charge dans une opération entre apparentés (les « instruments financiers contractés entre apparentés »). Lorsque l'instrument financier contracté entre apparentés est assorti de modalités de remboursement, le coût est déterminé au moyen des flux de trésorerie non actualisés, compte non tenu des paiements d'intérêts et de dividendes ainsi que des paiements variables et conditionnels, et déduction faite des pertes de valeur déjà comptabilisées par le cédant. Lorsque l'instrument financier contracté entre apparentés n'est pas assorti de modalités de remboursement, mais que la contrepartie transférée en est assortie, le coût est déterminé selon les modalités de remboursement de cette dernière. Lorsque ni l'instrument financier contracté entre apparentés ni la contrepartie transférée ne sont assortis de modalités de remboursement, le coût correspond à la valeur comptable ou à la valeur d'échange de la contrepartie transférée ou reçue (voir la note 8).

Les instruments financiers qui ont été initialement évalués au coût sont évalués ultérieurement au moyen de la méthode du coût, après diminution pour tenir compte de la dépréciation.

L'Office évalue par la suite à la juste valeur ses placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif et tous les instruments dérivés, à l'exception de ceux qui sont désignés dans des relations de couverture admissibles ou qui sont liés à des instruments de capitaux propres non cotés d'une autre entité, et qui doivent être réglés par la remise de tels instruments. Les placements dans des instruments de capitaux propres non cotés sur un marché actif et les dérivés qui sont liés à des instruments de capitaux propres non cotés d'une autre entité, et qui doivent être réglés par la remise de tels instruments, sont évalués par la suite au coût diminué de toute perte de valeur. À l'exception des passifs financiers indexés sur un indicateur de la performance de l'Office ou la valeur de ses capitaux propres et les instruments désignés à la juste valeur, tous les actifs financiers et passifs financiers sont évalués par la suite au coût amorti.

Les coûts d'opération et de financement directement attribuables à la création, à l'acquisition, à l'émission ou à la prise en charge d'instruments financiers contractés entre apparentés sont immédiatement comptabilisés dans le résultat net.

Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie

Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

2. Principales méthodes comptables (suite)

Dépréciation d'actifs financiers

L'Office évalue la dépréciation de tous ses actifs financiers évalués au coût ou au coût amorti. Il regroupe les actifs pour les tests de dépréciation, notamment lorsqu'il ne dispose pas d'informations suffisantes pour identifier chaque actif financier du groupe qui s'est déprécié individuellement. Pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation, la direction détermine si l'émetteur éprouve d'importantes difficultés financières, ou s'il y a eu manquement à un contrat, comme un défaut ou un retard de paiement des intérêts ou du capital. Lorsqu'il y a indication d'une dépréciation, l'Office doit déterminer s'il y a eu, au cours de la période, un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs. Le cas échéant, l'Office ramène la valeur comptable des actifs financiers dépréciés au plus élevé des montants suivants : la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus de la détention des actifs, le prix que la Société pourrait tirer de la vente des actifs ou la valeur de réalisation qu'elle s'attend à obtenir de tout bien donné en garantie des actifs. Toute dépréciation jugée durable est incluse dans l'excédent des produits sur les charges de l'exercice considéré.

L'Office procède à la reprise des pertes de valeurs d'actifs financiers lorsqu'il y a diminution de la dépréciation et que cette diminution peut être objectivement liée à un événement se produisant après la comptabilisation de la perte de valeur. Le montant de la reprise est comptabilisé à titre d'excédent dans l'exercice où la reprise a lieu.

3. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les soldes bancaires portant intérêt détenus auprès d'institutions financières reconnues.

4. Débiteurs

	2022	2021
Prélèvements	3 617 059	3 213 796
Gouvernement du Canada – Partenariat canadien pour l'agriculture	1 177 448	977 452
Prélèvements à l'importation	168 178	177 682
Prêt aux éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick	23 180	23 180
Autres	15 449	96 303
	5 001 314	4 488 413

5. Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette de 2022	Valeur comptable nette de 2021
Matériel informatique	6 900	4 670	2 230	3 187
Logiciels	189 702	168 307	21 395	29 445
Mobilier et agencements	233 103	222 872	10 231	12 897
Améliorations locatives	1 262 759	842 942	419 817	468 216
Matériel de bureau	56 183	49 186	6 997	4 676
Matériel de cuisine et appareils électroménagers	546 202	544 502	1 700	4 186
Site Web et logo	47 530	47 530	–	–
	2 342 379	1 880 009	462 370	522 607

Un amortissement de 165 358 \$ (167 675 \$ en 2021) est compris dans les activités liées aux Agence Prélèvements de Bœuf Canada et les charges liées au programme de commercialisation présentées pour l'exercice clos le 31 mars 2022.

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

6. Crédoiteurs et charges à payer

	2022	2021
Transferts des prélèvements	1 488 899	1 370 041
Dettes fournisseurs	1 560 590	970 861
Sommes à remettre à l'État	(111 543)	10 317
Charges à payer	692 609	632 113
	3 630 555	2 983 332

7. Produits reportés

Les variations des produits reportés au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	2022	2021
Solde à l'ouverture de l'exercice	248 727	155 455
Montant reçu au cours de l'exercice	174 455	186 666
Moins : Montant comptabilisé dans les produits de l'exercice	(120 878)	(93 394)
	302 304	248 727

8. Opérations entre apparentés

a) Association canadienne des éleveurs de bovins :

L'Association canadienne des éleveurs de bovins est un apparenté du fait que des administrateurs siègent au conseil d'administration de l'Office. Au cours de l'exercice, l'Office a engagé 6 984 \$ (6 984 \$ en 2021) au titre de charges relatives à des services contractuels et néant (517 \$ en 2021) au titre d'autres charges, tel qu'il en a été décidé par le conseil d'administration sur une base annuelle.

b) Institut international du Bœuf canadien :

La Fédération canadienne pour l'exportation du bœuf (la « Fédération ») a été créée le 16 novembre 1989 sous le régime de la *Societies Act* de la province de l'Alberta afin de faire la promotion de la demande des produits du bœuf canadien sur le marché international. Le 1^{er} juillet 2011, la majorité des activités de la Fédération ont été transférées à l'Office, et la Fédération est demeurée active afin de s'acquitter de son obligation restante et du fait qu'elle est une entité connue dans de nombreux marchés étrangers sur lesquels elle exerçait ses activités. Le 18 janvier 2012, la Fédération a changé son nom pour Institut international du Bœuf canadien (l'« Institut »). L'Institut est inscrit à titre d'organisme sans but lucratif en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (la « Loi ») et, à ce titre, est exonéré d'impôt.

Au cours de l'exercice, l'Office a engagé des dépenses devant lui être remboursées par l'Institut afin de mener des activités dans certains territoires étrangers. Au 31 mars 2022, un montant de 671 812 \$ était à recevoir de l'Institut à titre de remboursement (331 865 \$ en 2021). Cette somme ne porte pas intérêt, est remboursable à vue, n'est pas garantie et n'est assortie d'aucune modalité de remboursement fixe.

Afin de demeurer un organisme sans but lucratif en vertu de la Loi, l'Institut doit respecter certaines exigences de la Loi. La direction est d'avis que ces exigences ont été respectées.

L'Office exerce un contrôle sur l'Institut de par sa capacité à nommer tous les administrateurs de celui-ci.

Les comptes de l'Institut n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers. L'information financière de l'Institut au 31 mars 2022 est résumée ci-après.

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

8. Opérations entre apparentés (suite)

	2022	2021
Total de l'actif	1 200 130	864 958
Total du passif	674 312	336 115
Total de l'actif net	525 818	528 843
<hr/>		
Total du passif et de l'actif net	1 200 130	864 958
<hr/>		
Total des charges	3 025	4 744
<hr/>		
Insuffisance des produits sur les charges	3 025	4 744
<hr/>		
Augmentation (diminution) de la trésorerie	(9 229)	55 811

c) Institut international du Bœuf canadien inc.

La Fédération canadienne pour l'exportation du bœuf inc. (la « Société ») a été constituée en société le 13 janvier 1997 sous le régime de la *Business Corporations Act* de la province de l'Alberta afin de faire la promotion de la demande des produits du bœuf canadien à Taïwan. Le 1^{er} juillet 2011, la majorité des activités de la Société ont été transférées à l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie, et la Société est demeurée active afin de s'acquitter de son obligation restante et du fait qu'elle est une entité connue à Taïwan.

Le 1^{er} septembre 2011, les actions de la Société ont été transférées de l'Institut international du Bœuf canadien inc. à l'Office canadien de recherche, de développement des marchés et de promotion des bovins de boucherie.

Le 28 février 2012, la Société a changé son nom pour Institut international du Bœuf canadien inc. (l'« Institut inc. »).

Au 31 mars 2022, un montant de 897 769 \$ (574 941 \$ en 2021) était payable à l'Institut inc. à titre de remboursement. Cette somme ne porte pas intérêt, est remboursable à vue, n'est pas garantie et n'est assortie d'aucune modalité de remboursement fixe.

L'Office exerce un contrôle sur l'Institut inc. de par sa capacité à nommer tous les administrateurs de ce dernier et son actionnariat de 100 %.

Les comptes de l'Institut inc. n'ont pas été consolidés dans les présents états financiers. L'information financière de l'Institut au 31 mars 2022 est résumée ci-après.

Total de l'actif	897 844	574 991
Total du passif	898 593	572 900
Total des résultats (déficit) non distribués	(849)	1 991
Total du capital-actions	100	100
<hr/>		
Total du passif et des résultats non distribués	897 844	574 991
<hr/>		
Total des charges	(2 840)	(3 059)
<hr/>		
Insuffisance des produits sur les charges	(2 840)	(3 059)
<hr/>		
(Augmentation) diminution de la trésorerie	(25)	9

Les opérations entre apparentés ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont évaluées à leur montant d'échange, soit le montant de la contrepartie établie et convenue entre les apparentés.

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

9. Apports reportés liés aux immobilisations

Au cours des exercices précédents, l'Office a reçu des fonds de Diversification de l'économie de l'Ouest pour la construction et l'exploitation du Centre d'excellence du bœuf canadien (le « Centre »), lequel a entrepris ses activités au printemps 2015. Le total des fonds engagés dans ce projet s'est chiffré à 1 231 278 \$, dont une tranche de 827 771 \$ a été affectée à l'amélioration des immobilisations et une tranche de 403 507 \$ à l'achat de matériel. Une tranche de 106 256 \$ (106 256 \$ en 2021) du montant reporté a été comptabilisée en tant que produits durant l'exercice considéré.

Les apports reportés comprennent les apports non amortis reçus pour l'achat d'immobilisations. La comptabilisation de ces montants à titre de produits est reportée aux périodes où les immobilisations connexes sont amorties. Les variations du solde d'apports reportés se présentent comme suit :

	2022	2021
Solde à l'ouverture de l'exercice	309 913	416 169
Moins : Montants comptabilisés dans les produits de l'exercice	(106 256)	(106 256)
	203 657	309 913

10. Engagements

L'Office a conclu divers contrats de location prévoyant les paiements annuels minimaux estimatifs suivants :

	2022
2023	309 947
2024	184 968
2025	162 724
2026	160 446
2027	124 884
Total	942 969

Les entités contrôlées par l'Office concluent divers contrats de location pour lesquels l'Office avance des fonds. Les paiements minimums annuels estimatifs aux termes de ces contrats se détaillent comme suit :

Institut international du Bœuf canadien :

	130 370
	25 205
	3 908
	3 908
	163 391

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

11. Instruments financiers

Dans le cadre de ses activités, l'Office détient un certain nombre d'instruments financiers. La direction est d'avis que l'Office n'est pas exposé à des risques importants de taux d'intérêt, de change, de crédit, d'illiquidité ou de prix autre découlant de ces instruments financiers, à moins d'indication contraire.

Risque de change

Le risque de change est le risque que la juste valeur ou que les flux de trésorerie futurs provenant d'un instrument financier fluctuent en raison de la variation des taux de change. L'Office conclut diverses opérations libellées en devises pour lesquelles les produits, les charges, les débiteurs et les créditeurs connexes sont assujettis à la variation des taux de change. Au 31 mars 2022, les éléments suivants étaient libellés en devises :

	2022 CA	2021 CA
Trésorerie	81 242	15 225
Débiteurs	91 480	79 754
Créditeurs	377 817	421 168

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie manque à ses obligations réglementaires et entraîne de ce fait une perte financière. L'Office tire la plupart de ses produits et de ses débiteurs sous la forme de prélèvements auprès d'associations actives dans le secteur des bovins de boucherie et de prélèvements à l'importation de bœuf.

L'Office est exposé au risque de crédit relatif à ces débiteurs dans la mesure où les importateurs pourraient ne pas être en mesure de respecter leurs obligations de paiement des prélèvements à l'importation des bovins de boucherie, de bœuf ou de produits du bœuf. L'Office évalue les débiteurs de façon continue et constitue une provision pour créances douteuses à l'égard de tous les montants qui ne sont pas recouvrables.

Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité désigne le risque que l'Office ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements liés aux passifs financiers. L'Office gère le risque d'illiquidité en effectuant un suivi de ses besoins de fonctionnement. Il prépare des prévisions budgétaires et de trésorerie et effectue un suivi du financement des subventions afin de disposer de fonds suffisants pour remplir ses obligations.

Voir la note 13 pour une analyse de la variation des risques imputable à la COVID-19.

12. Actif net grevé d'une affectation

a) Trésorerie et actif net grevés d'affectations internes

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2022, le conseil d'administration de l'Office (voir la note 18) a grevé d'affectations internes une réserve de trésorerie de 3 000 000 \$ (3 000 000 \$ en 2021) advenant toute dissolution future. En outre, un montant de 1 000 000 \$ (1 000 000 \$ en 2021) est détenu aux fins de la commercialisation et l'Office détient un montant de 360 165 \$ (néant en 2021) (voir la note 18) à titre d'actif net affecté, ce qui se traduit par un actif net affecté totalisant 4 360 165 \$ (4 000 000 \$ en 2021).

b) Transferts de la réserve de consolidation

Le 1^{er} juillet 2011, l'Office a consolidé ses activités avec celles du Centre d'information sur le bœuf (le « CIB ») et de la Fédération (désormais, l'Institut). Conformément à la convention de consolidation intervenue entre l'Association canadienne des éleveurs de bovins et l'Office, la somme de 5 051 796 \$ a été transférée du CIB et de l'Institut à l'Office à titre de montant résiduel après règlement des obligations.

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

13. Événement important

Au début de mars 2020, une pandémie de COVID-19 a commencé à se répandre, laquelle a eu une incidence importante sur les entreprises en raison des restrictions imposées par les gouvernements fédéral et provinciaux et les administrations municipales. À la date de clôture, l'Office a déterminé que la COVID-19 n'avait pas eu d'incidence sur ses contrats, sur ses contrats de location, sur l'évaluation des provisions et des passifs éventuels ni sur le moment de la comptabilisation des produits. La direction a évalué les incidences financières de la pandémie de COVID-19 et n'a pas relevé d'incidence sur ses états financiers non consolidés au 31 mars 2022.

À l'heure actuelle, on ne peut établir l'ampleur de l'incidence que la pandémie de COVID-19 pourrait continuer d'avoir sur l'Office, car elle dépendra de l'évolution de la situation, elle-même très incertaine et impossible à prévoir. Cette incertitude découle de l'incapacité de prédire la propagation de la maladie ou la durée de la pandémie, y compris le temps que dureront les restrictions concernant les voyages, les fermetures ou les interruptions des activités des entreprises et les mesures de mise en quarantaine et d'auto-isolement qui sont actuellement en vigueur ou qui pourraient être instaurées au Canada, dans la province de l'Alberta ou ailleurs dans le monde pour combattre le virus.

14. Éventualités

Dans le cours normal des activités, d'autres réclamations sont intentées par ou contre l'Office. Un litige comporte bon nombre d'incertitudes, et l'issue de chaque question est impossible à prévoir avec assurance. En tenant compte de l'information et des conseils fournis par son conseiller juridique, la direction est d'avis que l'issue de ces autres litiges n'aura aucune incidence significative sur la situation financière ou les résultats d'exploitation de l'Office.

15. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation de l'exercice considéré.

16. Perceptions et distributions des prélèvements de Bœuf Canada

Les frais administratifs de l'Office sont calculés en fonction du budget autorisé par le conseil d'administration pour chaque exercice. Ils sont déduits des prélèvements de Bœuf Canada remis par les associations provinciales de bovins de boucherie et des prélèvements à l'importation.

	2022	2021
Perceptions		
Cattle Industry Development Council (Colombie-Britannique)	786 209	771 455
Alberta Beef Producers	10 614 715	9 477 779
Saskatchewan Cattlemen's Association	4 428 503	3 897 522
Association des éleveurs de bétail du Manitoba	1 569 474	1 329 296
Beef Farmers of Ontario	883 547	868 596
Les Producteurs de bovins du Québec	1 658 190	1 647 776
Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick	50 021	76 806
Nova Scotia Cattle Producers	88 719	74 018
Prince Edward Island Cattle Producers	55 842	70 427
Ontario Veal	148 105	122 808
<hr/>		
Total des perceptions	20 283 325	18 336 483
<hr/>		
Moins : frais administratifs	(914 102)	(827 316)
<hr/>		
	19 369 223	17 509 167

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

16. Perceptions et distributions des prélèvements de Bœuf Canada (suite)

	2022	2021
Distributions		
Association des éleveurs de bétail du Manitoba	87 814	75 264
Beef Farmers of Ontario	411 335	402 098
Les Producteurs de bovins du Québec	1 445 358	1 477 143
Éleveurs de bovins du Nouveau-Brunswick	19 630	20 941
Nova Scotia Cattle Producers	23 342	24 929
Prince Edward Island Cattle Producers	16 487	23 004
Ontario Veal	138 252	115 506
	2 142 218	2 138 885

Ces montants correspondent à la tranche des prélèvements de Bœuf Canada ayant été remis aux associations provinciales de bovins de boucherie en fonction des pourcentages d'attribution des prélèvements de Bœuf Canada.

17. Activités de commercialisation (fonctionnement et programmes de développement des marchés)

	2022	2021
Développement des marchés – Amérique du Nord		
Développement du marché canadien	4 273 950	3 475 754
Développements des marchés – Marchés mondiaux		
Chine	622 592	309 015
Marchés émergents	205 893	39 335
Japon	737 799	481 008
Corée	149 857	90 793
Asie du Sud-Est	202 386	231 084
Amérique latine	373 026	230 128
Marchés mondiaux	1 728 956	739 814
Centre d'excellence du bœuf canadien	396 589	190 925
	5 377 857	3 512 705
Total des activités de commercialisation – programmes de développement des marchés	8 691 048	5 787 856

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

17. Activités de commercialisation (fonctionnement et programmes de développement des marchés) (suite)

	2022	2021
Fonctionnement (Canada)		
Amortissement	150 873	155 869
Frais bancaires et intérêts	8 306	7 169
Entretien du matériel informatique et fournitures	50 806	63 212
Entretien du matériel informatique et fournitures	58 282	56 639
Licences et abonnements	20 159	17 241
Frais de bureau et de réunion	63 976	15 716
Recrutement et formation	6 811	11 099
Loyer et paiements en vertu de baux	373 964	365 048
Salaires et avantages	2 191 779	2 036 380
Commandites et dons	100	–
Frais de déplacement et assurances	60 826	45 185
Services publics	33 521	33 242
	3 019 403	2 806 800
Fonctionnement (à l'étranger)		
Amortissement	13 529	10 441
Frais bancaires et intérêts	3 528	3 149
Entretien du matériel informatique et fournitures	10 511	24 127
Honoraires pour services de consultation, services juridiques et services d'audit	78 600	62 953
Perte de change	5 116	21 940
Licences et abonnements	13 415	5 970
Frais de bureau et de réunion	47 789	12 490
Frais de bureau et de réunion	33	–
Loyer et paiements en vertu de baux	187 188	214 140
Salaires et avantages	689 791	855 366
Frais de déplacement et assurances	2 395	2 811
Services publics	19 380	40 838
Recouvrement de la taxe à la consommation	(96 987)	(43 181)
	974 288	1 211 044
Total des activités de commercialisation – fonctionnement	3 993 691	4 017 844
Total des activités de commercialisation – fonctionnement et programmes de développement des marchés	12 684 739	9 805 700
Répartition des fonds		
Commercialisation – bœuf générique	1 162 522	1 303 698
Commercialisation – bœuf de marque	11 522 217	8 502 002
	12 684 739	9 805 700

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

18. Informations fonctionnelles

L'Office a choisi de présenter les informations sur les principales fonctions séparément à l'intention des lecteurs.

a) Commercialisation

Le comité de commercialisation est responsable de la planification et de l'établissement de la stratégie commerciale et des objectifs d'affaires et opérationnels, ainsi que des objectifs pour la gestion globale des activités commerciales et des activités liées à la commercialisation. L'Office transfère des fonds à Bœuf Canada afin de mener à bien les programmes de commercialisation et les activités de mobilisation du public et des intervenants. Ces transactions sont fondées sur le pourcentage d'attribution des prélèvements remis par les associations provinciales de bovins de boucherie et d'investissement des prélèvements à l'importation. L'Office et Bœuf Canada se partagent également les coûts liés aux dépenses d'affaires, les frais de bureau et les frais du conseil d'administration, et les transactions requises entre les deux parties en ce qui a trait à ces éléments correspondent aux transferts entre les fonctions.

b) Office

L'Office a pour mission de promouvoir la commercialisation et la production des bovins de boucherie, du bœuf et de ses produits du bœuf aux fins du commerce interprovincial, de l'exportation et de l'importation, ainsi que de mener et de promouvoir des activités de recherche liées à ces produits agricoles. L'Office conclut des contrats avec des fournisseurs de services externes pour effectuer le travail et atteindre ces objectifs. Conformément aux statuts de l'Office, le rôle et les responsabilités du comité de la commercialisation sont définis comme s'il était un fournisseur de services interne, menant ses activités en tant que Bœuf Canada (ci-après, la « commercialisation » ou « Bœuf Canada »). Il incombe à l'Office de surveiller les objectifs d'affaires des fournisseurs de services, de gérer et d'administrer les produits générés par les prélèvements et le prélèvement à l'importation, et de s'assurer que l'Office et les fournisseurs de services observent les règlements, les statuts et les politiques.

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

18. Informations fonctionnelles (suite)

État de la situation financière

	Commercialisation	Transferts ⁱ⁾	Office	Transferts ⁱ⁾	2022
Actif					
Actif à court terme					
Trésorerie	8 498 636 \$	– \$	772 138 \$	– \$	9 270 774 \$
Trésorerie grevée d'affectations internes	3 000 000	(3 000 000)	3 360 165	–	3 360 165
Débiteurs	3 429 167	(2 244 062)	3 831 317	(15 108)	5 001 314
Charges payées d'avance et dépôts	550 256	–	554	–	550 810
Montant à recevoir d'un apparenté	833 247	(161 435)	–	–	671 812
	16 311 306 \$	(5 405 497)	7 964 174	(15 108)	18 854 875
Immobilisations (note 5)	460 140	–	2 230	–	462 370
Placement (note 2a)	100	–	–	–	100
	16 771 546 \$	(5 405 497) \$	7 966 404 \$	(15 108) \$	19 317 345 \$
Passif et actif net					
Passif à court terme					
Créditeurs et charges à payer	2 212 811 \$	(15 108) \$	3 676 914 \$	(2 244 062) \$	3 630 555 \$
Trésorerie grevée d'affectations internes	–	–	3 000 000	(3 000 000)	–
Montant à payer à un apparenté	897 769	–	161 435	(161 435)	897 769
Produits reportés	302 304	–	–	–	302 304
	3 412 884	(15 108)	6 838 349	(5 405 497)	4 830 628
Apports reportés afférents aux immobilisations	203 657	–	–	–	203 657
Actif net					
Non affecté	8 203 209	–	767 890	–	8 971 099
Grevé d'affectations internes	4 000 000	–	360 165	–	4 360 165
Réserve de consolidation	951 796	–	–	–	951 796
	13 155 005	–	1 128 055	–	14 283 060
	16 771 546 \$	(15 108) \$	7 966 404 \$	(5 405 497) \$	19 317 345 \$

- i) Les transferts correspondent aux ajustements requis pour éliminer les transactions entre les fonctions. Pour obtenir une description des responsabilités qui incombent à chaque fonction, consultez les notes 18a) et b).
- ii) Pour obtenir les informations comparatives, reportez-vous à l'état non consolidé de la situation financière.

**Office canadien de recherche, de développement des marchés
et de promotion des bovins de boucherie**
Notes afférentes aux états financiers non consolidés

Exercice clos le 31 mars 2022

18. Informations fonctionnelles (suite)

État des résultats

	Commerciali	Transferts ⁱ⁾	Office	Transferts ⁱ⁾	2022
Produits					
Agence Prélèvements de Bœuf Canada					
Prélèvements sur le bœuf canadien	– \$	– \$	20 283 325 \$	– \$	20 283 325 \$
Transferts provenant de l'Office					
Commercialisation	9 965 696	(9 965 696)	–	–	–
Mobilisation du public et des intervenants	249 025	(249 025)	–	–	–
Prélèvements à l'importation	1 014 744	(1 014 744)	50 315	1 014 744	1 065 059
Autres produits	65 289	–	8 575	–	73 864
	11 294 754	(11 229 465)	20 342 215	1 014 744	21 422 248
Gouvernement du Canada – Partenariat canadien pour l'agriculture	1 893 871	–	–	–	1 893 871
Amortissement des apports reportés afférents aux immobilisations	106 256	–	–	–	106 256
Gouvernement de l'Alberta – Programme de développement des marchés d'exportation	120 875	–	–	–	120 875
	2 121 002	–	–	–	2 121 002
	13 415 756	(11 229 465)	20 342 215	1 014 744	23 543 250
Charges					
Agence Prélèvements de Bœuf Canada					
Comité de commercialisation	8 300	–	–	–	8 300
Conseil d'administration	–	–	64 613	–	64 613
Activités liées aux Agence Prélèvements de Bœuf Canada	–	–	610 840	–	610 840
	8 300	–	675 453	–	683 753
Programmes					
Mobilisation du public et des intervenants	146 520	–	996 101	(249 025)	893 596
Transferts à la commercialisation	–	–	9 965 696	(9 965 696)	–
Commercialisation					
Bœuf générique	1 162 522	–	–	–	1 162 522
Bœuf de marque	11 522 217	–	–	–	11 522 217
Recherche	–	–	4 862 827	–	4 862 827
Investissement de la province	–	–	2 142 218	–	2 142 218
Tranche provinciale du prélèvement fédéral	–	–	1 407 697	–	1 407 697
	12 831 259	–	19 374 539	(10 214 721)	21 991 077
	12 839 559	–	20 049 992	(10 214 721)	22 674 830
	576 197 \$	(11 229 465) \$	292 223 \$	11 229 465 \$	868 420 \$

- i) Les transferts correspondent aux ajustements requis pour éliminer les transactions entre les fonctions. Pour obtenir une description des responsabilités qui incombent à chaque fonction, consultez les notes 18a) et b).
- ii) Pour obtenir les informations comparatives, reportez-vous à l'état non consolidé des résultats.

Cette page est laissée intentionnellement vierge.



Suite 146, 6715 – 8th Street NE
Calgary, AB, Canada T2E 7H7
Tel: (403) 736-2157



@cdnbeefcheckoff
cdnbeefcheckoff.ca

